



1920-2020 : Le communisme dans ses municipalités

Roger Martelli

**1920-2020 :
le communisme dans
ses municipalités**

Illustration : Myriam Massou (via Canva)

ISBN : 978-2-37526-084-5

Dépôt légal : mars 2026

Collection : Archives du Parti communiste français

© Éditions de la Fondation Gabriel-Péri

14, rue Scandicci – 93500 Pantin

gabrielperi.fr/

fondation@gabrielperi.fr

**1920-2020 :
le communisme dans
ses municipalités**

Roger Martelli

Avant-propos

En 2026 auront lieu les 30^e élections municipales depuis la proclamation de la République, le 4 septembre 1870¹. Elles se dérouleront dans un moment de crise politique aiguë, qui brouille les repères et les équilibres anciens et qui menace désormais les bases mêmes d'un avenir démocratique.

L'étude qui suit ne se risque ni à des pronostics ni à des stratégies de conservation ou d'expansion. Elle est une synthèse personnelle sur l'histoire du « communisme municipal »². Elle propose un premier état des lieux, à partir des données et des études existantes. Elle s'appuie sur le constat que le communisme inséré dans la vie communale a marqué de façon originale l'histoire française sur plusieurs décennies. Dans les municipalités qu'il a dirigées, plus ou moins longtemps, le PCF a forgé des expériences populaires particulières et diffusé des formes de culture qui ont coloré l'histoire sociale et politique des territoires.

L'objectif est donc de comprendre comment et pourquoi ce communisme municipal s'est enraciné, puis comment et pourquoi il s'est rétracté. Il est aussi de repérer les effets des deux processus, progression et déclin, sur les sociétés dans lesquelles il a baigné et qui, en retour, ont intégré son impact. À partir de là, chaque lectrice ou lecteur pourra se forger sa propre opinion sur le communisme municipal lui-même et sur son avenir.

Ce texte précède l'ouverture d'un processus collectif plus ambitieux. Il s'agit en effet de fournir à la réflexion citoyenne des outils de connaissance, connus ou inédits, sur l'implantation municipale du PCF en longue durée (liste de communes concernées, données statistiques, documents écrits, sonores ou filmés). Ces outils seront disponibles sous peu, sur le site de la Fondation Gabriel Péri.

1 À François Platone, pionnier patient et rigoureux de l'étude en longue durée du communisme municipal.

2 Une première version a été publiée en 2008, dans *L'Archipel communiste. Une histoire électorale du PCF*, Paris, Éditions sociales. L'actuelle mouture a poursuivi le parcours chronologique et intégré les travaux ultérieurement publiés.

Nota : Ce travail a bénéficié des remarques avisées de Julie Bourgeois, Guillaume Roubaud-Quashie, Simon Ronai, Nicolas Tardits et Serge Wolikow. Quant à Claude Saligny, elle a eu la patience de mettre en pages ce texte austère. Que toutes et tous en soient vivement remerciés ici, ainsi que toute l'équipe de la Fondation Gabriel Péri.

Introduction

Il y a un peu plus de cent ans, les 3 et 10 mai 1925, le jeune Parti communiste participait à ses premières élections municipales générales. Décevant dans l'ensemble, le résultat ne découragea pas pour autant le noyau dirigeant du parti et il n'empêcha pas la mise en place, dès les premières années, d'un mode original de gestion locale. Comme l'implantation syndicale, l'ancrage municipal du PCF a joué un rôle déterminant dans l'empreinte que ce parti a laissée sur la société française. Le délégué syndical et l'élu local : ces deux figures ont identifié le communisme politique dans l'esprit de millions d'individus.

Numériquement, l'impact communal a pourtant été modeste. Son maximum a été atteint entre 1945 et 1947 quand, dans la foulée de la Libération, le PCF se retrouva à la tête de 2 000 municipalités. Par la suite, au plus fort de son influence locale (1977), le PCF n'a comptabilisé qu'un peu plus de 6 % des quelque 550 000 conseillers municipaux et il n'a pas dépassé les 1 500 communes, sur les plus de 36 000 qui maillaient alors le territoire métropolitain.

Mais ces communes regroupaient en 1977 plus de 8,6 millions d'habitants, soit près de 17 % de la population de la France. On aurait donc tort de s'en tenir à la modestie du nombre des communes concernées. Leur distribution dans l'espace métropolitain illustre tout d'abord la diversité d'un communisme qui ne se réduit pas aux célèbres « bastions » de ses couronnes urbaines. Le communisme des villages et des bourgs fait partie du paysage social coloré par la présence communiste³. Il est vrai toutefois que la majorité des populations administrées se sont trouvées dans les banlieues – pas seulement parisiennes. De ce fait, les communistes ont été au cœur de ce qui, depuis la fin du XIX^e siècle, a été le marqueur principal de l'imposante croissance

3 Jean Vigreux, *La Faucille après le marteau. Le Communisme aux champs dans l'entre-deux-guerres*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2012.

urbaine⁴. Ils n'ont certes jamais été les seuls acteurs de la scène banlieusarde, mais ils y ont installé une présence d'une densité telle, que les représentations courantes ont fait de la « banlieue rouge » leur terrain de prédilection⁵. Sur les 80 communes qui composaient le département de la Seine en dehors de Paris, 71 ont eu au moins une fois un maire communiste élu depuis 1925⁶.

Ajoutons que, dès le départ, le parti communiste s'est attaché à relier solidement le projet politique global qu'il promouvait et la sociabilité des territoires communaux de son implantation. Du coup, la texture de la gestion communiste a été assez originale et reproductible pour entrer dans l'imaginaire politique, au point de justifier l'appellation de « communisme municipal ». Cette notion n'a pourtant pas toujours été employée dans l'univers mental des communistes français. Elle a même été récusée, soit parce qu'elle nourrirait l'image d'une tutelle absolue de l'organisation sur un territoire communal, soit parce qu'elle exagérerait l'homogénéité des situations locales et des temporalités qu'elle recouvrait⁷.

À vrai dire, l'hésitation sur les mots n'avait rien de nouveau. Elle s'était manifestée quelques décennies plus tôt, au sein du socialisme en expansion⁸. Au début du xx^e siècle, les « possibilistes » de l'ancien anarchiste Paul Brousse opposaient, aux hypothèses d'une révolution brusque, les vertus d'un « socialisme municipal » dans lequel ils voyaient le moyen par excellence pour faire vivre le passage graduel vers l'idéal du socialisme. Au contraire, les militants les plus radicaux et les plus enclins à l'usage du référent marxiste le refusaient. Aux yeux des partisans de Jules Guesde, par exemple, le socialisme municipal

4 Sur la banlieue, la synthèse la plus récente est celle de Thibault Tellier, *Histoire de la banlieue*, Paris, Perrin, 2024.

5 David Gouard, *La Banlieue rouge, ceux qui restent et ce qui change*, Bordeaux, Éditions Le Bord de l'eau, 2014.

6 Si on laisse de côté l'exceptionnelle année 1945, le chiffre est tout de même de 58 communes, près des trois quarts.

7 Des exemples intéressants de critique de la notion dans *La Revue du projet*, n° 29, septembre 2013.

8 Rémi Lefebvre, « Qu'est le socialisme municipal devenu ? », dans Christian Le Bart, R. Pasquier, L. Arnaud (dir.), *Idéologies et action publique territoriale*, Rennes, PUR, 2007.

était « de nature à éveiller dans les masses des espérances impossibles à réaliser sur le terrain communal ».

On ne traitera pas ici de la pertinence scientifique d'un terme qui fait partie des usages courants. Disons seulement que le communisme municipal évoqué dans ces pages recouvre *a minima* l'ensemble des communes qui, à un moment ou à un autre, ont eu à leur tête un maire qui se reconnaissait ou qui était reconnu comme maire communiste ou proche du PCF. Au-delà, il désigne l'ensemble des pratiques et des représentations que l'activité multiforme du communisme politique a nourries après 1920, dans le cadre des municipalités dont des communistes ont assumé la gestion. Cet ensemble apparaît dès les premières années qui suivent le congrès fondateur de Tours. Il s'élargit peu à peu en même temps qu'il se transforme. Il atteint son rythme de croisière au lendemain de la Libération, connaît son apogée au milieu des années 1970, puis se rétracte peu à peu, dès les années 1980.

Étudier le communisme municipal en France, c'est donc embrasser les liens qui rattachent, sur des périodes plus ou moins longues, une organisation nationalement et internationalement structurée et des contextes locaux particularisés. Pour comprendre ces liens, on proposera ici d'envisager le communisme comme un phénomène « total », national et international. Il ne se limite donc pas à l'action d'un parti et se déploie comme une entité complexe, comparable à une galaxie, un conglomerat, une nébuleuse ou un écosystème, englobant des pratiques et des structures partisans, syndicales, associatives et culturelles⁹. Dès les premières années de l'existence du PCF, le cadre municipal a été l'un des lieux où le PCF a été capable d'installer une utilité fonctionnelle globale (fonction de représentation, fonction projective ou utopique, fonction proprement politique), qui a été le socle de son implantation en terre française¹⁰.

9 Ces idées sont développées dans *Le PCF, une énigme française*, Paris, La Dispute, 2020.

10 L'interprétation fonctionnaliste a été suggérée pour la première fois en 1968 par le politologue Georges Lavau : « À la recherche d'un cadre théorique pour l'étude du communisme français » (*Revue française de science politique*, 18-3, 1968). On trouvera dans les *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, numéro 168, avril-juin 2025, une proposition d'utilisation de cette démarche (pages 125-139).

Cette synthèse s'appuie sur une partie de la vaste bibliothèque des études accumulées sur le sujet depuis les années 1970¹¹. Son outil principal est un fichier de plus de 2 800 communes qui, notamment à partir de 1965, ont eu à leur tête un maire se définissant comme maire communiste ou apparenté ou considéré comme tel par le PCF lui-même ou par l'association des élus communistes.

Au total, ces communes regroupent aujourd'hui environ 12 millions d'habitants, ce qui donne une idée du vivier important dans lequel s'est déployé le communisme municipal. À partir du fichier communal, une base de données a été constituée sur la longue durée, rassemblant à la fois des données sociodémographiques classiques (population, professions et catégories sociales, âges, revenus, niveaux de formation...) et des données électorales au niveau communal.

Par définition, la synthèse est bien moins riche que la palette des études locales ou prosopographiques. Ces études sont les seules à pouvoir rendre compte de la diversité et de la complexité du « communisme municipal ». J'espère seulement que le lecteur trouvera ici un cadre global de référence, qui s'enrichira, s'infléchira et se refondra au fur et à mesure de l'avancée des travaux.

L'analyse est présentée en deux parties.

- Une première, descriptive, retrace les grandes phases de l'évolution : celle de l'implantation et de l'agrégation initiales, jusqu'à la mise en place d'un relatif équilibre et d'un modèle reconnu, suivie par une phase inverse de désagrégation et de reflux, pour l'instant ininterrompus.
- Une deuxième partie, plus interprétative, met en regard les modèles de gestion municipale et les grandes inflexions du cadre national et, plus particulièrement, celles de sa composante urbaine.

Le tout est suivi de biographies des principaux acteurs de cette histoire, et notamment celles des maires cités dans le texte.

11 Sur le communisme municipal, on trouvera une abondante bibliographie dans l'ouvrage consacré par Emmanuel Bellanger à Ivry : *Ivry, banlieue rouge. Capitale du communisme français, XX^e siècle*, Paris Creaphis Éditions, 2017.

Communisme municipal : les sources des données communales

Jusqu'en 1971, il n'existe aucune donnée officielle qui soit vérifiable sur les élections municipales à l'échelon national. Pour la suite, les données sont disponibles, mais difficilement utilisables, compte tenu de l'imprécision des étiquettes politiques attribuées par les services préfectoraux.

C'est à partir de 1965 que l'on peut entrer dans le détail des communes concernées. Les données de cette année-là proviennent à la fois d'une source d'agence (en l'occurrence un recensement des maires communistes établi en 1965 par... le service de renseignement téléphonique SVP et qui m'a été transmis aimablement par François Platone) et, pour partie, du *Bulletin de l'Élu communiste*, n° 22, 1^{er} et 2^e trimestre 1965. Les données de 1971 ont été initialement publiées dans *L'Humanité* du 21 mars (avec une mise à jour le 24 avril). Celles de 1977 sont tirées du numéro 11 du deuxième trimestre 1977 de *Communes d'aujourd'hui*. Les données de 1983, 1989 et 1995 ont été publiées par *l'Élu d'aujourd'hui* (publication de l'Association nationale des élus communistes et républicains – ANECR) peu de temps après les trois élections municipales respectives. Celles de 2001 proviennent à la fois de *l'Élu d'aujourd'hui* et du secteur « Élections » du PCF ; enfin, celles de 2008 ont été établies par le secteur « Élections » du PCF, avec le concours des fédérations communistes. Au printemps 2008, *L'Élu d'aujourd'hui* a publié de son côté une liste des maires, adjoints, conseillers généraux et régionaux communistes et apparentés, qui s'écarte de la précédente sur quelques cas. Les données de 2014 ont été recensées à partir des trois derniers *Guides des élu-e-s communistes, républicains et partenaires*, édités par l'ANECR (2015-2016, 2016-2017, 2017-2018).

Pour l'année 2020, aucun inventaire détaillé n'a été publié à ce jour, ni par la direction du PCF, ni par l'association des élus (aujourd'hui devenue « La Coopérative »). Les chiffres globaux indiqués dans cette étude ne sont donc que le résultat d'une estimation provisoire. De fait, la photographie exacte est de plus en plus difficile à reconstituer. La part des « apparentés » a grandi sans que l'on puisse dire avec certitude ce que recouvre le champ de l'apparentement. Les états de l'association des élus sont certes des éléments importants pour formuler des hypothèses sérieuses. Mais les moyens de cette association sont moindres que dans le passé et les élus recensés par elle ne sont pas tous membres du PCF, ni même « apparentés ».

Les données retenues ici sont donc le résultat d'un choix que l'on se doit de tenir pour approximatif et provisoire. La publication prochaine du fichier, soumis à l'évaluation de celles et ceux qui le consulteront, permettra peu à peu de corriger et de compléter le bilan actuel.

D'un archipel à l'autre

À la fin décembre 1920, les délégués au Congrès de Tours du Parti socialiste (Section française de l'Internationale ouvrière, SFIO) décident majoritairement de rallier l'Internationale communiste (IC) de Lénine et des bolcheviks russes¹². Sur le papier, la nouvelle Section française de l'Internationale communiste (SFIC) peut ainsi s'appuyer sur l'héritage municipal du socialisme unifié de 1905¹³.

L'héritage du socialisme

L'implantation communale du socialisme suit de peu le moment où, une fois parvenus à la majorité (1876-1879), les républicains installent le nouveau régime au cœur même du réseau des plus de 36 000 communes françaises¹⁴. Le socialisme des villes prend son essor en même temps que la « République au village »¹⁵. Dès 1882, à Commentry dans l'Allier, l'ancien mineur Christophe Thivrier – le futur « député en blouse » – devient le premier maire socialiste de France. Dès la fin du XIX^e siècle, de grandes villes sont conquises, souvent sous la houlette du parti guesdiste, le Parti ouvrier français (POF), alors même que les guesdistes récusent farouchement le « socialisme municipal ».

En 1909, les socialistes unifiés approchent des 200 mairies conquises par le suffrage universel masculin, puis frôlent le seuil des 300 en 1912. À la veille de la Grande Guerre, l'exode rural et la seconde révolution industrielle ont entraîné le premier

12 Jean Vigreux, *Le Congrès de Tours. 25 décembre-30 décembre 1920*, Dijon, Éditions Universitaires de Dijon, Dijon, 2020.

13 Patrizia Dogliani, *Le Socialisme municipal en France et en Europe de la Commune à la Grande Guerre*, Nancy Arbre bleu éditions, 2018. Rémi Lefebvre, *Le socialisme saisi par l'institution municipale (des années 1880 aux années 1980) : jeux d'échelles*, thèse pour de doctorat en science politique, université Lille-II, 2001.

14 La loi du 5 avril 1884 stabilise le dispositif en établissant le principe de l'autonomie communale et l'élection du maire par le conseil municipal.

15 Maurice Agulhon, *La République au village. Les populations du Var de la Révolution à la Seconde République*, Paris, Plon, 1970.

essor des périphéries urbaines populaires. Les socialistes se saisissent de l'opportunité. En 1912, dans le département de la Seine, la SFIO est à la tête de 9 communes, dans la continuité de Saint-Ouen (1887), de Saint-Denis (1892) et d'Ivry-sur-Seine et du Kremlin-Bicêtre (1896). Les « villes rouges » entrent dans l'histoire, disséminées autour des vieux centres historiques, notamment celui de Paris¹⁶. Le socialisme municipal a dès lors ses figures emblématiques, comme celles de Siméon Flaissières à Marseille, de Gustave Delory à Lille, d'Henri Carrette à Roubaix, de Ferdinand Roussel à Ivry¹⁷, d'Eugène Thomas au Kremlin-Bicêtre, de Jean-Baptiste Sémanaz au Pré-Saint-Gervais ou de Jules Cuillerier à Alfortville.

Au lendemain du conflit, les socialistes ont même bénéficié d'un paradoxe inattendu. En novembre 1919, lors des premières élections législatives de l'après-guerre, les socialistes font grise mine : la SFIO progresse en voix et en pourcentages, mais perd un tiers de ses députés (103 en 1914, 68 en 1919). Or, dans la foulée¹⁸, les élections municipales voient les socialistes plus que doubler leur résultat de 1912. Près de 700 communes ont mis à leur tête un maire socialiste, dont cinq comptent plus de 100 000 habitants (Lille, Strasbourg, Roubaix, Brest et Toulon) et neuf autres plus de 50 000 habitants.

Au moment du choix de Tours, des majorités structurées autour des socialistes administrent près de 3,8 millions d'habitants. Le Nord et le Pas-de-Calais tiennent le haut du pavé, avec environ 170 maires, suivis de plus loin par l'Île-de-France (23 mairies socialistes pour le seul département de la Seine), la Haute-Vienne et l'Allier. Les trois quarts des maires sont concentrés dans 21 départements ; les autres se contentent de la portion congrue¹⁹.

16 Claude Penetier et Nathalie Viet-Depaule, « Les municipalités et l'évolution politique et sociale des communes de banlieue (milieu XIX^e siècle- milieu XX^e siècle) », in Annie Fourcaut (dir.), *Un siècle de banlieue parisienne (1859-1964)*, Paris, L'Harmattan., 1988.

17 Sur Ivry, on dispose désormais de la thèse monumentale d'Emmanuel Bellanger, *Ivry, banlieue rouge* (op. cit.).

18 Les élections législatives ont lieu le 16 et le 30 novembre 1919 et les élections municipales le 30 novembre et le 7 décembre 1919.

19 La liste des mairies socialistes en 1920 se trouve dans Jean Charles et alii, *Le Congrès de Tours*, Paris, Éditions sociales, 1980.

L'archipel communal (1920-1935)

Au départ, la jeune Section française de l'Internationale communiste compte bien récupérer la plus grande part de ce patrimoine local. Sur les 23 maires socialistes de la Seine, 17 font le choix de l'Internationale communiste, suivant la proposition formulée à Tours par le « centriste » Henri Sellier²⁰, l'influent maire de Suresnes qui présidait au congrès la réunion des élus municipaux et cantonaux. Mais, en dehors de l'espace parisien, les édiles locaux sont moins tentés que les militants par l'insertion dans le parti lié aux « maximalistes » russes²¹.

Cela n'empêche pas le PCF-SFIC de se lancer hardiment à la conquête des couronnes périphériques. À cet effet, il crée un journal²², qu'il intitule *La banlieue rouge* et qui se veut « communiste, syndicaliste et coopératiste ». Louis Sellier, conseiller municipal de Paris, est chargé de formaliser et de transmettre ce qui pouvait être conservé de l'héritage municipal de la SFIO. Par ailleurs, une Union des municipalités communistes, sous la responsabilité de Victor Cat (Catulle Cambier), se fixe pour ambition de concilier l'objectif de la « cité soviétiste » opposée à « l'État bourgeois » et la promotion de « la compétence technique [...] des intellectuels, techniciens et spécialistes »²³.

20 Dans le Parti socialiste de 1920, regroupés autour de Jean Longuet (qui fut un opposant des premiers jours à « l'union sacrée »), les « centristes » reconnaissent les vertus de la révolution bolchevique russe, mais récusent son modèle de centralisation et refusent de rompre avec les autres courants du socialisme européen. Le plus grand nombre d'entre eux votent donc contre l'adhésion à l'Internationale communiste et à ses « vingt-et-une conditions ». Ce n'est pas le cas d'Henri Sellier.

21 Le terme, souvent employé dans la presse de l'époque, joue sur les mots, « bolcheviks » signifiant littéralement « majoritaires ». « Maximaliste » flirte entre « majoritaire » et « révolutionnaire radical ».

22 Emmanuel Bellanger, « Devenir une ville rouge en banlieue parisienne et le rester », *Le Mouvement social*, n° 72, 2020.

23 Emmanuel Bellanger, « Spécificité, continuité et uniformisation de la gestion communiste dans les mairies de la Seine », in Jacques Girault (dir.), *Des communistes en France (années 1920-1960)*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2002. À noter que le terme de « spécialistes » est directement emprunté à l'expérience russe, où les spécialistes (*spets*) sont invités à seconder le nouveau pouvoir ouvrier.

Les défections viennent bien vite écorner le tableau initial²⁴. Dès la fin de 1922, Henri Sellier quitte le PCF, entraînant avec lui de nombreux élus de la petite couronne²⁵. En 1923, quand s'éloigne le premier secrétaire général de la Section française de l'Internationale communiste (SFIC), Louis-Oscar Frossard, il est suivi par les élus de Saint-Ouen. Tous ces dissidents forment le Parti socialiste-communiste, qui s'implante à Saint-Ouen, Pavillons-sous-Bois, Issy-les-Moulineaux, Le Kremlin-Bicêtre. Beaucoup, comme Frossard et Sellier, André Morizet à Boulogne ou Charles Auray à Pantin, finissent même par retourner à la « vieille maison » socialiste.

Les départs n'affectent pas pour autant la détermination de la SFIC, qui a décidé de s'engager dans la voie rude de la « bolchevisation ». Théoriquement, le niveau local est dévalorisé de façon absolue par une Internationale qui considère que le véritable terrain de la lutte est celui où le capital et le travail s'affrontent en direct. La structure de base de l'organisation communiste passe donc de la localité à l'entreprise, non sans susciter des doutes, du haut en bas du parti français. Mais, de même que les élections à la Douma tsariste étaient pour les bolcheviks russes un vecteur de propagande révolutionnaire, les élections municipales françaises sont une occasion de populariser un « front unique » qui vise avant tout à marquer la différence avec les anciens camarades du socialisme réuni.

En 1925, au « Cartel des gauches » des socialistes et des radicaux, les communistes opposent leur « Bloc ouvrier et paysan ». Pour Victor Cat, l'objectif est ambitieux : enrôler « d'importantes masses apolitiques, citadines et rurales » dans une action municipale ; faire confiance à « l'action directe des masses prolétariennes » ; associer aux listes des sans-parti et des femmes inéligibles ; enfin, placer les élus municipaux sous le strict contrôle des cellules et des rayons²⁶.

24 Michel Dreyfus, *PCF. Crises et dissidences*, Bruxelles, Complexe, 1991.

25 Aubervilliers, Pantin, Pré-Saint-Gervais, Bagnolet, Bondy, Drancy et Pavillons-sous-Bois.

26 Dans les années 1920, un rayon du Parti communiste français (PCF) est une circonscription intermédiaire regroupant plusieurs cellules (d'entreprise ou de quartier), située entre ces cellules de base et la région dans la hiérarchie du parti. Le terme est emprunté au vocabulaire soviétique.

Au soir du second tour, le 10 mai 1925, le PCF se trouve loin des quelque 700 mairies socialistes de 1919. Il ne compte plus que 70 mairies au total, dont 21 seulement dépassent le seuil des 5 000 habitants²⁷. C'est maigre, face au frère ennemi socialiste, qui avait conservé 285 mairies après 1920 et qui double son capital municipal en 1925 (532 mairies)²⁸. Dans un univers municipal socialo-communiste qui a perdu une part notable des mairies acquises en 1919, la « vieille maison » de la SFIO maintenue a repris la main sur la jeune formation inspirée par Moscou. En réalité, les élections législatives de 1924 et les élections municipales de 1925 n'ont fait que confirmer le constat international : le choc révolutionnaire russe de 1917 n'a pas sonné le glas du capitalisme dominant. La révolution mondiale promise en 1919 n'a pas eu lieu.

Il est vrai que la région parisienne atténue quelque peu l'amertume. À la veille des élections, le PCF ne contrôlait plus que quatre municipalités en banlieue (Saint-Denis, Bobigny, Villetaneuse et Choisy-le-Roi²⁹). En 1925, cinq s'y ajoutent dans la Seine (Clichy, Ivry, Vitry, Villejuif et Malakoff) et sept en Seine-et-Oise (Achères, Athis-Mons, Bezons, Corbeil-Essonnes, Mitry-Mory, Paray, Saint-Cyr-l'École). La poussée banlieusarde suffit à installer une image, largement entretenue par les adversaires du PCF. En 1927, le journaliste Édouard Blanc, proche des républicains nationaux d'Henri de Kerillis, consacre tout un livre à *La ceinture rouge*³⁰, qu'un jésuite très anticommuniste, le père Pierre Lhande, assimile la même année à l'espace des lotissements, défini par lui comme une nouvelle terre de mission³¹.

27 S'y ajoutent des minorités, souvent modestes, dans 56 autres conseils municipaux.

28 Gilles Morin, « Jalons pour l'établissement d'une prosopographie des élus socialistes, (1905-1971) », in Jacques Girault (dir.), *L'implantation du socialisme en France au XX^e siècle. Partis, réseaux, mobilisation*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001.

29 Cette dernière est toutefois perdue en 1925.

30 Édouard Blanc, *La Ceinture rouge. Essai sur la situation politique, morale et sociale de la banlieue de Paris*, Paris, Éditions Spes, 1927.

31 Pierre Lhande, *Le Christ dans la banlieue : enquête sur la vie religieuse dans les milieux ouvriers de la banlieue de Paris*, Paris, Plon, 1927. Jésuite passionné de langue basque, le père Lhande s'est rendu célèbre en étant le premier à diffuser des radio-sermons sur les ondes de *Radio Paris*.

En fait, Édouard Blanc n'a fait que prendre au pied de la lettre les formules... des communistes eux-mêmes. Dès le 13 mai 1924, dans *L'Humanité* évoquant le premier tour des élections législatives, Paul Vaillant-Couturier exaltait le « Paris encerclé par le prolétariat révolutionnaire ». « C'est autour de Paris une large tache rouge qui s'étend », ajoutait-il. En 1925, *L'Humanité* poursuivait dans la même veine : « Paris est maintenant enfermé dans une ceinture rouge. Cette ceinture se resserrera autour de la capitale et les troupes communistes balaieront à l'heure H les cadres d'une société pourrie ».

Du côté du PCF comme de ses adversaires, le temps n'est pas à la mesure lucide des rapports des forces réels. En mars 1927, le ministre de l'Intérieur, le radical Albert Sarraut, a profité d'un déplacement en Algérie pour fixer le cap et désigner une cible : « Le communisme, voilà l'ennemi »³². Au milieu de la décennie 1920, les effectifs nationaux du PCF ne dépassent pas les 15 000 adhérents ; cela n'empêche pas Édouard Blanc de s'effarer du quadrillage accompli par « 300 000 Moscoutaires » ! À l'exact opposé, André Marty n'hésite pas à reprendre en 1928 l'image utilisée par Jack London vingt ans plus tôt³³. La concentration industrielle de la banlieue, explique-t-il, n'est rien d'autre que le « talon de fer de l'impérialisme des trusts et des banques », que le prolétariat arrachera sous peu par la révolution mondiale³⁴.

En 1929, à un moment où l'Internationale communiste est engagée dans la stratégie de « classe contre classe », une nouvelle consultation électorale semble même confirmer les craintes des adversaires du PCF. Les communistes font plus que doubler leur modeste capital municipal. Ils administrent désormais 164 mairies, dont 26 de plus de 5 000 habitants, et ils disposent de minorités dans 264 autres conseils municipaux³⁵. Des personna-

32 Il reprend la formule restée célèbre de Léon Gambetta s'exclamant, le 4 mai 1877 : « le cléricalisme, voilà l'ennemi ! »

33 Jack London, *Le Talon de fer*, traduit par Louis Postif, dans *L'Humanité*, en feuilleton du 29 avril au 4 juillet 1923.

34 André Marty, *Cahiers du bolchevisme*, n° 9, novembre 1928.

35 Les chiffres régionaux utilisés ici sont extraits du document préparatoire au Congrès de 1932. La brochure éditée alors précise qu'il s'agit de « chiffres approximatifs », car « les directions régionales se désintéressent des élus se trouvant sur leur territoire » !

lités politiques communistes, telles que Georges Marrane (Ivry), Jean-Marie Clamamus (Bobigny), Léon Piginnier (Malakoff) et Paul Vaillant-Couturier (Villejuif), peuvent se positionner comme des dirigeants municipaux compétents, solidement ancrés dans leurs villes. Manifestement, cela contribue à légitimer un peu plus le grand retour des peurs de 1919 et du « bolchevik au couteau entre les dents ». Pour beaucoup d'hommes de droite comme de gauche, il est grand temps de démasquer les affidés de Moscou, avant que le danger ne devienne irrépessible...

Où se trouvent les zones d'implantation ? Dans une quarantaine de départements, dans le centre (Allier, Cher, Haute-Vienne) et le sud (Gard). Mais le groupe le plus peuplé se trouve une fois de plus dans le Nord-Pas-de-Calais et l'Île-de-France³⁶, qui donnent à l'espace communiste sa plus grande visibilité.

L'installation municipale du PCF est réelle, mais son image reste celle d'un archipel, avec ses quelques zones d'implantation dense parsemées dans un désert électoral... De plus, les communistes doivent toujours compter avec les dissidences. À la fin de 1929, trois maires³⁷ quittent le PCF ainsi que six conseillers parisiens, dont Jean Garchery et Louis Sellier. Tous participent à la création d'une petite organisation, le Parti d'Unité prolétarienne (PUP), qui obtient dix députés en 1932, avant de se fondre dans la SFIO en 1936. Plus tard encore, fin 1934, le PCF enregistre la pression des amis de Jacques Doriot, à Saint-Denis et dans les villes alentour. Jusqu'au milieu des années trente, la situation reste incertaine. En 1932, devant les instances de l'Internationale communiste, le Russe Ossip Piatnitski – qui connaît bien la France – s'inquiète : « En général, on peut dire que, dans la majorité des cas, notre parti n'utilise pas les municipalités pour élargir son lien avec les masses. »³⁸

36 En 1929, Pierrefitte et Alfortville s'ajoutent aux mairies communistes de la Seine.

37 Jules Lauze à Villetaneuse, Marius Paquereaux à Athis-Mons, Charles Auffray à Clichy.

38 Ossip Piatnitski, *La Crise économique mondiale, l'essor révolutionnaire et les tâches des sections de l'Internationale communiste*, Paris, Bureau d'éditions, 1932.

L'archipel s'épaissit

Ce n'est qu'en 1935 que le PCF franchit le cap municipal décisif, quelques mois après avoir choisi d'assumer le tournant international du Front populaire. Cette année-là, il double à nouveau le nombre des communes qu'il administre, passant de 164 mairies à 324, au-dessus du niveau atteint par le socialisme unifié en 1912³⁹. L'archipel se densifie. Dans le Nord, les municipalités communistes passent de 17 à 36, dans le Gard, elles sont 27. Des villes comme Douarnenez, Concarneau, Miramas, Oyonnax sont gérées par des majorités communistes et l'implantation se confirme dans l'Allier et en Corrèze.

La région parisienne n'est pas en reste : 27 communes de la Seine sur 80 sont administrées par les communistes et 28 le sont dans la Seine-et-Oise. Au total, la « banlieue rouge » regroupe plus d'un million d'habitants. En 1936, Georges Marrane devient même le premier président communiste du Conseil général de la Seine. Désormais, l'action municipale est suivie avec attention par les directions. En 1935, un bulletin spécialisé, *L'Information municipale*, est chargé de mettre en valeur une expérience municipale que vante la presse du parti et qui est relayée dans les circuits de formation militante.

La percée communiste frappe l'opinion et déconcerte les adversaires les plus résolus du PCF. Du côté de la droite se superposent la peur du « Rouge » et la sombre inquiétude face aux barbares produits par la conjonction de la grande industrie, des périphéries urbaines en expansion et des flux migratoires stimulés par les impératifs de la reconstruction. Jacques Valdour, journaliste proche de l'Action française, ou Gustave Gautherot, professeur à la Faculté catholique de Paris, ne cessent d'évoquer le spectre des émeutiers potentiels déferlant de la « ceinture rouge ». Dans un roman xénophobe publié en 1937 (*Sidi de banlieue*, édité chez Grasset), l'écrivain Jean Damase évoque de son côté une réunion tenue en banlieue avec Maurice Thorez : « Une odeur d'internationalisme vous agaçait la gorge avec le

39 Ils disposent en outre de minorités dans 155 conseils municipaux.

relent de sueur musquée du nègre, l'haleine suffocante des Sarrois, le dégagement huileux des Annamites. »⁴⁰

Le choc de l'agression allemande en Pologne interrompt la période faste et provoque la quatrième crise municipale, après celles de 1922-1923, 1929 et 1934. À l'automne de 1939, l'approbation par le PCF du pacte germano-soviétique suscite tout à la fois la répression gouvernementale⁴¹ et les départs d'élus à Concarneau, Douchy-les-Mines, Somain, Clichy, Draveil... Sur les 725 conseillers municipaux de Paris et de la Seine-banlieue, 114 (soit 17 %) se démarquent du pacte et, parmi eux, 12 maires sur 27⁴². Certains édiles d'envergure s'éloignent du PCF, quelques-uns s'enfonçant même dans la collaboration, comme Jean-Marie Clamamus à Bobigny, Marcel Capron à Alfortville ou Fernand Soupé, maire de Montreuil, qui rejoindra les rangs « collaborationnistes » de Doriot et de son Parti populaire français (PPF).

Mais d'autres maires vont enrichir le panthéon des martyrs communistes de la guerre, fusillés comme Jean Grandel de Gennevilliers et Pierre Gueguin de Concarneau, tous deux tombés sous les balles allemandes à Châteaubriant⁴³, ou comme Henri Prou (Les Clayes), Alexandre Turpault (Bois-d'Arcy), Daniel Perdrigé (Montfermeil) et Gaston Bussière (Sevrans), fusillés au Mont-Valérien. C'est aussi le cas de Georges Le Bigot, successeur de Paul Vaillant-Couturier à Villejuif et mort en déportation à Auschwitz, tout comme Albin Desmazes (Achères), Henri Charon (Vigneux-sur-Seine) et Victor Cresson (Issy-les-Moulineaux)⁴⁴. En avril 1942, un rapport de la Direction générale de la police nationale sur « la situation des dirigeants de l'ex-Parti communiste » indique qu'une soixantaine des 364 maires

40 Cité dans Annie Fourcaut, *Bobigny, banlieue rouge*, op. cit.

41 En septembre, 27 conseils municipaux sont suspendus dans la Seine et 37 en Seine-et-Oise.

42 Claude Penner, Denis Peschanski, « Partir, se taire, rester : les choix des élus de la Seine », *Le Parti communiste des années sombres 1938-1941*, Paris, Le Seuil, 1986.

43 Son opposition publique au pacte germano-soviétique et ses sympathies avec un dirigeant trotskiste, Marc Bourhis (lui aussi fusillé à Châteaubriant), lui valent d'être ostracisé par ses camarades communistes.

44 Louis Pouilhès, *L'État contre les communistes 1938-1944*, Neuilly, Éditions Atlande, 2024.

communistes de 1935 sont internés ou en résidence forcée⁴⁵. Sur la totalité de la période 1940-1944, on estime à 10 % la part des élus franciliens fusillés, déportés ou tués dans des actions résistantes, à l'instar de Raymond Losserand, conseiller municipal de Paris, commandant FTP, torturé puis fusillé en octobre 1942.

Cette résistance assoit définitivement l'ancrage local de la formation communiste, dont les militants sont massivement présents dans les comités locaux de Libération. Ils triomphent en 1945, quand sont organisées les premières élections municipales de l'après-guerre. Ces élections sont les premières où les femmes ont le droit de vote. Les communistes en présentent plusieurs, dont Marie Roche, qui est élue députée à Lisses (alors en Seine-et-Oise). Combien y a-t-il de mairies communistes en France ? Le ministère de l'Intérieur en dénombre officiellement 1 462, mais il faut encore tenir compte des 247 conseils municipaux désignés par le ministère comme « socialistes-communistes » et des 913 classés « gauche sans prédominance d'un ou de deux partis ». Une part d'entre eux est en fait contrôlée par les communistes, sans que l'on soit en état d'en estimer le détail. Le 11 juillet 1946, devant la direction de l'Amicale nationale des élus municipaux communistes, Raymond Barbet déplore : « Nous ne savons pas encore, à l'heure actuelle, en dehors des statistiques du ministère de l'Intérieur, combien nous avons de maires en France ».

Ce n'est qu'à la veille des municipales de 1947 que la direction du PCF s'estime en état d'avancer le chiffre de 2 005 communes⁴⁶, réparties dans 84 départements. La comptabilisation officielle sera entérinée par la suite, alors même que le reflux est spectaculaire. Le bilan est d'autant plus intéressant qu'il s'accompagne d'une répartition départementale qui, comme le tableau des effectifs, donne une bonne image de la géographie d'un communisme qui se ruralise pour une part et, pour une

45 Ce rapport, archivé sous la cote F/7/15277, m'a été aimablement communiqué par Louis Poulhès, qui l'a utilisé dans sa thèse, précédemment citée.

46 De 1945 à 1971, la direction communiste ne fournit aucune liste des communes considérées comme communistes et apparentées, mais uniquement des totalisations départementales.

autre part, touche les unités urbaines centrales. Plusieurs villes de plus de cent mille habitants confient leur gestion à des communistes. Limoges (dont le maire est Georges Guingouin, le célèbre « préfet du maquis »), Nantes, Toulon et Reims sont administrées par des édiles communistes, comme Lens, Cambrai, Calais, Saint-Quentin, Avignon, Béziers, Cannes, Ajaccio, Montluçon ou Versailles. En décembre 1946, une élection municipale partielle permet même au député communiste Jean Cristofol, de devenir maire de Marseille pour quelques mois.

Le tissu communiste municipal s'insère dans un maillage territorial qui dépasse désormais l'image de l'archipel⁴⁷. Le bloc du Nord et du Pas-de-Calais (171 mairies) devance de peu le total de la Seine, de la Seine-et-Oise et de la Seine-et-Marne (163) et 14 départements en tout atteignent ou dépassent le seuil des quarante communes conquises par le vote.

En 1945, 48 municipalités de la Seine-banlieue sur 80 ont un maire communiste. Daniel Renoult, maire de Montreuil, préside l'Union des maires de la Seine et devient vice-président de l'Association des maires de France. Georges Marrane retrouve la présidence du département de la Seine et Louis Péronnet, maire de Bezons depuis 1935, occupe celle du département de Seine-et-Oise jusqu'en 1948. Entre 1936 et le début des années 1950, deux vagues de maires se mettent donc en place, qui vont imprimer leur marque sur le communisme municipal jusqu'aux années 1970.

Le triomphe de la banlieue?

Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, le communisme municipal a les vertus de la visibilité; il n'en est pas moins géographiquement marginal. Or, en 1945, le nombre de maires communistes a au moins quintuplé. La guerre froide entame cependant très rapidement le capital issu de la Libération, sans que l'on puisse en mesurer précisément les rythmes.

47 Roger Martelli, *L'Archipel communiste. Une histoire électorale du PCF*, Paris Éditions sociales, 2008.

En 1947, les reculs sont importants dans le Nord, le Pas-de-Calais, la région parisienne (22 villes perdues), la Corse, le Centre et le Languedoc. La perte de Marseille, Nantes, Limoges, Toulon, Béziers, Sète ou Villeurbanne sanctionne le reflux dans les grandes villes. Alors que la guerre froide se durcit et que le climat social se tend, les maires communistes sont écartés de la présidence des conseils généraux de la Seine et de la Seine-et-Oise, de tous les syndicats des eaux, du gaz et de l'électricité, ainsi que des instances dirigeantes de l'Union des maires de France et de celle des maires de la Seine-banlieue⁴⁸.

Le tassement se poursuit et s'amplifie en 1953 : le PCF vacille dans les communes importantes qui votent à la proportionnelle et il perd à nouveau entre 5 000 et 6 000 sièges de conseillers municipaux. Il n'est plus à la tête de nombreuses mairies de taille modeste qu'il avait conquises à la Libération. Selon le ministère de l'Intérieur, il perd 35 majorités dans l'Aisne, 15 en Corrèze, 11 dans les Pyrénées-Orientales, 10 dans l'Hérault. En Corse, il passe de 61 municipalités sur 336 en 1945, à 45 en 1947 et 26 en 1953⁴⁹.

À combien estimer le recul global ? Il n'existe pas de bilan sûr avant 1959. Comme c'est le cas pour les effectifs du parti, la direction communiste ne produit pas de synthèse départementale entre 1947 et 1964. Quant au ministère de l'Intérieur, il ne fournit de statistiques que pour les communes de plus de 9 000 habitants⁵⁰, soumises au régime de la représentation proportionnelle. Et même dans ce cas, la complexité des règles électorales, tout comme la fluidité et l'imprécision des alliances, rend délicate la synthèse des résultats et suscite au demeurant de vives polémiques, du côté de la droite comme de la gauche.

Le seul point de comparaison possible est celui des données départementales fournies tardivement par la direction commu-

48 Le seul syndicat à conserver un secrétaire général de mairie est celui... des pompes funèbres.

49 Ange Rovere et Jean-Paul Pellegrinet, *La Corse et la République, la vie politique de la fin du Second Empire au début du XXI^e siècle*, Paris, Éditions du Seuil, 2004.

50 On retrouve ces résultats dans les volumes de *L'Année politique*, publiés à partir de 1945 par les Éditions du Grand siècle, puis par les Presses universitaires de France.

niste pour les années 1945 et 1959⁵¹. Celles-ci suggèrent que le PCF a perdu entre ces deux dates près de la moitié des mairies acquises en 1945 (2 005 en 1945, 1 054 en 1959). 11 départements seulement augmenteraient ou maintiendraient leurs positions, l'Allier et le Lot-et-Garonne étant les seuls à avoir atteint une solide représentation municipale à la Libération. La moitié des pertes se regroupe sur 15 départements, dans les bastions du Nord et de la périphérie parisienne et dans les départements, en général plus ruralisés, marqués en 1945 par le poids de la Résistance communiste.

Les élections de 1959 témoignent tout à la fois de la réalité du recul enregistré en 1947 et de la solidité du noyau communiste installé à la Libération. Le décrochage législatif sensible de la fin 1958⁵² laissait en effet augurer d'une sérieuse récidive sur le plan local. Or, c'est l'inverse qui se produit au printemps de 1959. Le parti gère 31 mairies de la région parisienne contre 28 précédemment ; il s'est emparé de quelques fleurons, comme Vierzon, Martigues, Choisy-le-Roi, Corbeil-Essonnes, Pantin, Chatillon-sous-Bagneux, Orly, Sète et Noisy-le-Sec. Par rapport aux élections de 1953, il progresse dans 14 des plus grandes villes françaises. Dans les 80 communes de la Seine, il retrouve six électeurs sur les dix qui l'avaient délaissé en novembre 1958.

En 1964, à la veille du XVII^e congrès du PCF, le rapport d'activité de la direction sortante retient le chiffre de 1 054 municipalités « à maire communiste » et de 20 470 conseillers municipaux. En 1965, il évoque un léger tassement du nombre des conseillers (19 567), alors que l'Intérieur suggère de son côté une poursuite plus nette du reflux (16 254). Incontestablement, ces chiffres témoignent de la même tendance au recul. En 1945, les communistes pouvaient se prévaloir d'un peu plus de 8 % des

51 Les données de 1945 se trouvent dans la brochure préparatoire au Congrès de juin 1947 (*1945-1947 : deux années d'activité pour la renaissance économique et politique de la République française*). Celles de 1959 se trouvent dans le supplément au *Bulletin de Propagande et d'Information* de janvier 1964, diffusé avant le XVII^e Congrès de 1964.

52 Aux élections législatives de novembre, le PCF perd un million et demi de voix sur celles de janvier 1956 et, pour la première fois depuis 1945, passe sous la barre des 20 % de suffrages exprimés.

conseillers municipaux élus en France. En 1965, ce pourcentage est réduit au moins de moitié.

Mais le résultat de 1959 témoigne d'un arrêt de l'hémorragie, ce qui se confirme dans les scrutins locaux suivants. Le PCF bénéficie en fait de la rupture introduite par l'avènement de la Cinquième République. L'installation d'un mécanisme majoritaire, renforcée par l'élection du président au suffrage universel, relance la dynamique droite-gauche que la guerre froide avait éloignée. Elle permet au PCF de sortir de l'isolement politique que lui avait valu l'affrontement des blocs après 1947. Il s'est raidi en 1956, après le XX^e congrès du PCF soviétique, mais il a tiré, au début des années 1960, les conséquences stratégiques du basculement politique national et du relâchement relatif de la tension internationale. À partir du printemps de 1962, le PCF fait de la référence à une union de la gauche autour d'un programme commun la clé de sa proposition politique, qui va devenir peu à peu le moteur des coalitions et des gestions locales.

La commune est ainsi un terrain par excellence d'expérimentation politique, contre les logiques persistantes d'une « Troisième force » qui freine son expansion⁵³. Les élections cantonales de mars 1964 donnent un premier signal. Les communistes, qui proposent dès le début un désistement en faveur du candidat de gauche arrivé en tête du premier tour, sont les seuls, avec les gaullistes, à progresser par rapport au scrutin précédent de 1961. Aux élections municipales de mars 1965, le PCF amplifie sa marche en avant en faisant triompher ses listes « d'ouverture » dans une centaine de communes supplémentaires, dont neuf villes de plus de 30 000 habitants.

1965-1977 : une stabilisation à haut niveau

Surtout, les élections de 1965 sont l'occasion de montrer la vivacité et l'efficacité d'une logique d'union de la gauche, avant le scrutin présidentiel de la fin de l'année. De fait, les listes de rassemblement à gauche l'emportent numériquement sur les

53 Au Parti socialiste, la logique centriste est portée notamment par le maire de Marseille, Gaston Defferre, qui postule même à une candidature pour l'élection du Président de la République qui doit avoir lieu en décembre 1965.

combinaisons centristes héritées de la guerre froide et de l'esprit de « troisième force ». Si la SFIO maintient son alliance avec la droite antigaulliste dans toutes les grandes villes qu'elle dirige (Marseille, Lille, Toulouse), elle choisit de s'accorder avec les communistes dès le premier tour dans la majorité des villes de plus de 30 000 habitants. Or, dans ces villes, les listes d'union de la gauche vont regrouper 20,5 % des suffrages exprimés, contre 13,6 % seulement pour les listes de coalition d'un centre-gauche.

En 1969, la démission du général de Gaulle donne un élan inespéré à la stratégie communiste. Les législatives de l'été 1968 ont certes été décevantes pour des militants qui s'étaient engagés totalement dans le mouvement de grève du printemps. Mais le scrutin présidentiel de mai 1969 relance la donne : le candidat communiste, Jacques Duclos, obtient 21,5 % des suffrages exprimés et frôle le second tour, alors que le tenant des alliances centristes, le socialiste Gaston Defferre – pourtant associé à Pierre Mendès France – passe tout juste la barre des 5 %. Incontestablement, le curseur de la gauche s'est déplacé vers son flanc gauche : le politologue Jean Ranger estime qu'entre 800 000 et 900 000 électeurs socialistes se sont portés sur le nom de Duclos le 1^{er} juin.

L'union de la gauche a désormais le vent en poupe. Aux municipales de mars 1971, elle devient la norme. Dans les villes de plus de 30 000 habitants, on comptait 68 listes associant communistes et socialistes en 1965 ; cette fois, elles sont 115. Le PCF, qui a refusé par ailleurs une alliance avec le PSU et les « Groupes d'action municipale » à Grenoble, Valence et Chambéry⁵⁴, est une fois de plus bénéficiaire de sa stratégie locale d'ouverture. Les 115 listes d'union permettent aux communistes d'emporter 44 mairies (contre 23 en 1965) et 1 014 sièges de conseillers municipaux (contre 639 en 1965). Au total, le nombre de communes administrées par un maire communiste ou « apparenté » augmente, sinon en nombre, du moins en effectifs de popula-

54 Depuis 1959, le PCF se met à distance des petites formations issues de la crise du Parti socialiste SFIO, fidèle à la tradition de « front unique » qui fait de la SFIO le second représentant des classes populaires après le PCF. Les groupements dissidents sont considérés comme une « petite gauche » non-populaire.

tion (un gain de 1,2 million). Amiens, Calais, Saint-Dizier et Arles ont désormais un maire communiste.

Le carburant de l'union de la gauche

L'apogée est atteint en 1977, cinq ans après la signature de ce programme commun de la gauche que le PCF appelait de ses vœux⁵⁵. Cette fois, le PS de François Mitterrand s'est complètement rallié à la formule de l'union de la gauche. La gauche rassemblée est présente dans 202 des 221 villes de plus de 30 000 habitants, soit 91 % des cas contre 57 % en 1971. Dans les communes de plus de 9 000 habitants, ce pourcentage est de 80 % contre 36 % six ans plus tôt. La méthode assure à la gauche française la majorité au soir du premier tour, le 13 mars 1977 : dans les grandes villes, elle passe de 46,9 % à 53,9 %. Au second tour, elle obtient sa meilleure mobilisation depuis la Libération. La France urbaine bascule à gauche⁵⁶ : dans les villes de plus de 9 000 habitants, la droite était à la tête de la municipalité dans 58 % des cas en 1971 ; en 1977, c'est la gauche qui l'emporte dans 71 % des cas et, dans 52 % des cas, elle gagne sur la base de l'union.

Communistes et socialistes se partagent les listes victorieuses. En 1971, le PCF dirigeait 122 villes de plus de 10 000 habitants ; il en dirige 204 en 1977 et, parmi elles, 72 de plus de 30 000 habitants contre 46 six ans auparavant. Il administre 1 481 communes sur le territoire métropolitain, soit 324 de plus qu'en 1971, pour une population administrée de 8,6 millions d'habitants, soit 16,7 % de la population française. La progression est d'autant plus forte que la taille de l'agglomération est importante. C'est dans la tranche urbaine comptant plus de 50 000 habitants que le PCF double presque le nombre de ses mairies (32, dont la moitié en Île-de-France) et les effectifs de sa population administrée. Au total, la population administrée par

55 Matthieu Boisdrion, Michel Catala (dir.), *Les Élections municipales de 1977*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Histoire », 2020.

56 Élisabeth Dupoirier, Gérard Grunberg, « Qui gouverne la France urbaine ? Les élections municipales de mars 1977 dans les communes de plus de 9 000 habitants », *Revue française des Sciences Politiques*, février 1978.

les communistes a augmenté de près de 3 millions entre 1971 et 1977.

Sept villes de plus de 100 000 habitants ont un maire communiste (Saint-Étienne, Le Havre, Reims, Le Mans, Amiens, Nîmes et Argenteuil), talonnées de près par Montreuil, Saint-Denis et Nanterre. Les communistes densifient leur assise dans leurs zones d'implantation traditionnelle, Nord-Pas-de-Calais et Picardie, grande banlieue parisienne, Massif central et région Centre, Sud-Ouest et littoral méditerranéen. Ils restent ancrés dans la France des industries extractives et mécaniques et dans celle d'une tradition révolutionnaire moins urbanisée.

Mais si le Nord est dans le peloton de tête des gagnants, il voisine avec des territoires moins marqués par l'industrie, comme les Côtes-d'Armor, l'Allier et la Dordogne. On notera l'importance de la percée en Picardie et dans la périphérie la plus lointaine de l'Île-de-France, dans la Seine-et-Marne et les Yvelines en particulier. Un an plus tôt, l'Essonne avait illustré spectaculairement la poussée dans la frange suburbaine des métropoles : en 1976, c'est un communiste, un ancien ajusteur, Robert Lakota, qui est placé à la tête du Conseil général.

En 1977, le PCF récupère la moitié du recul enregistré après 1945. Le maire communiste exerce ses responsabilités dans tous les types de communes, de la commune rurale en voie de désertification jusqu'à la commune suburbaine, la ville moyenne et même, dans quelques cas et pour une période limitée, la ville de plus de 100 000 habitants. Dans l'entre-deux-guerres, au temps des lotissements, le municipalisme communiste a fait corps avec l'expansion des formes modernes de la ville. Solidement ancré à la périphérie des grandes agglomérations, il y incarne la fusion de l'industrie mécanicienne et de la banlieue. Après 1945, et jusqu'aux années 1970, il se coule dans la deuxième phase – la plus rapide – de l'urbanisation du ^{xx}e siècle, celle où s'impose la figure du grand ensemble.

Le déclin

L'année 1977 marque à la fois l'apogée du communisme municipal et le moment où, dans la France urbaine, le PCF laisse

l'hégémonie à son allié socialiste⁵⁷. En 1971, dans les communes de plus de 9 000 habitants, le PCF recueille 26,7 % dans les villes où il dirige la liste, contre 15,8 % pour le PS. En 1977, le pourcentage s'est inversé, les listes animées par le PCF recueillant 22 % contre 26 % pour le PS. La « bonne » élection de 1977 est aussi, à sa manière, le signe annonciateur du résultat législatif décevant de 1978 et prépare le grand décrochage de 1981. À partir de 1983, le PCF ne cesse de reculer, en nombre de mairies et plus encore en population administrée⁵⁸. D'élection en élection, il voit s'effriter son capital municipal, les pertes étant toujours supérieures aux gains, les déficits n'étant compensés par le surcroît démographique qu'à l'élection de 2008.

En 1983, le PCF retrouve certes à peu près le nombre de mairies acquises en 1977. Mais le maintien général masque un premier recul sensible au sommet de la pyramide urbaine. C'est dans la tranche où la progression avait été la plus forte que le recul est le plus sensible : un quart des villes de plus de 50 000 habitants sont touchées, rassemblant un tiers des populations administrées en 1977. Reims, Nîmes et Saint-Étienne sont perdues. Sur les 25 plus grosses pertes, 14 se trouvent en Île-de-France, dont Antony, Levallois-Perret et Chelles. Plus de 2 millions d'habitants ne sont plus gérés par des équipes dirigées par les communistes. La participation communiste aux gouvernements socialistes de Pierre Mauroy n'a pas contredit la mauvaise surprise de 1981 et les élections européennes, un an plus tard, vont confirmer que le coup dur de la présidentielle n'avait rien de conjoncturel.

En 1984, le PCF espère encore que son départ du gouvernement et son retour dans l'opposition vont relancer sa dynamique électorale. Ce n'est le cas ni aux élections législatives de 1986 ni aux municipales de 1989. Cette année-là, un an après le score pré-

57 Élisabeth Dupoirier, Gérard Grunberg, Béatrice Roy, « L'évolution électorale de la France urbaine (1971-1983) », *Revue française de Science Politique*, février 1985.

58 Des synthèses sur la première partie du déclin (1983-2008) se trouvent dans Roger Martelli, *L'archipel électoral du PCF*, (ouv. cit.) et dans Simon Ronai, « Essai d'analyse de l'évolution de l'implantation des municipalités communistes 1977-2001 », in *Communisme*, n° 67-68, 2001.

sidentiel d'André Lajoinie (6,8 %), le reflux municipal s'observe une fois de plus, au cœur de la dynamique urbaine métropolitaine. Le PCF perd un cinquième de ses mairies et près d'1,7 million d'administrés. Alès, Bègles, La Ciotat, Amiens, Saint-Dizier et Le Petit-Quevilly sont perdues en province, Sartrouville et Les Mureaux en région parisienne, sans compter l'entrée en dissidence du Mans et de Sainte-Geneviève-des-Bois. Soixante-douze villes de plus de 5 000 habitants échappent aux communistes, dont quinze ont plus de 30 000 habitants. Au total, entre 1983 et 1989, le PCF a perdu un quart du nombre de mairies acquises en 1977 et 40 % de la population qu'il administrait alors. Le voilà ramené, presque exactement, à son niveau de 1971.

Six ans plus tard, en 1995, la relative satisfaction de la présidentielle (Robert Hue améliore de 1,9 % et de 580 000 voix le score d'André Lajoinie en 1988) est aussitôt tempérée par le scrutin municipal. Le PCF perd 47 villes de plus de 30 000 habitants et 20 de plus de 10 000. Il regagne Nîmes, La Seyne et Sète et l'emporte avec Guy Hermier dans le secteur des quartiers Nord de Marseille. Mais il perd Le Havre, Bourges et Saint-Quentin, tandis que l'hémorragie se poursuit en région parisienne (Sevan, Garges-lès-Gonesse, Corbeil-Essonnes...). En trois élections, le PCF a perdu 573 mairies et plus de 4 millions d'administrés. En 1989, près de 90 villes de plus de 10 000 habitants sont acquises dès le premier tour; elles ne sont plus qu'une petite cinquantaine en 1995. D'ores et déjà, on ne peut plus parler de « bastions ».

Le regain électoral relatif des années 1995-1998 pouvait laisser espérer une relance municipale en 2001 : elle n'est pas advenue. Le PCF gagne certes Arles et Sevan, mais reperd Nîmes et est battu à La Seyne, Évreux, Tarbes et Montluçon. Et, une fois de plus, l'érosion de la banlieue rouge se poursuit (Argenteuil, Colombes, Drancy, Pantin...). Au total, 70 communes et un million d'administrés en moins, dans les bastions périphériques d'hier comme dans les zones encore marquées par la ruralité (Allier, Cher) où sa résistance avait été plus grande, à l'époque du grand recul des années 1980.

C'est dans les villes communistes, dotées d'un parc social important, que l'abstention populaire a été la plus forte, dépassant le plus souvent les 50 %. C'est là encore que s'est mani-

festée avec force la concurrence des listes d'extrême gauche et plus encore celle des Verts. De même que le PCF s'était trouvé débordé, en 1989, dans ses fiefs d'Alès et de Bègles, il est battu par une alliance PS-Verts à Pantin et par une liste écologiste à L'Île-Saint-Denis. Manifestement, la montée des exigences en matière de qualité du cadre urbain a pesé lourdement, avivant le rejet d'équipes municipales qui paraissaient tournées vers d'autres priorités, plus quantitatives que qualitatives.

Retour à l'archipel

Aux élections de 2008, le répit – toujours relatif – est d'autant mieux ressenti que la débâcle présidentielle de 2007 laissait présager du pire. Il est vrai que ces élections locales ont été les meilleures pour la gauche depuis 1977. Mais si le tassement du PCF et de ses partenaires locaux a été moins fort que dans les scrutins précédents, l'écart entre le PCF et le PS s'est quant à lui accentué, dans des élections très marquées par la bipolarisation partisane. Dans la tranche des villes de plus de 9 000 habitants, la gauche gère près de 60 % du total contre 57 % en 1977 ; mais le PS à lui seul en contrôle 46 % contre 30 % en 1977. Dans le haut du tableau, le gain de Dieppe, Villepinte et Villeneuve-Saint-Georges ne compense toujours pas la perte de Montreuil, de Calais et d'Aubervilliers.

Si les scrutins locaux de 2008 laissent entrevoir la possibilité d'un ralentissement du déclin, ils coïncident toutefois avec la perte de l'hégémonie communiste en Seine-Saint-Denis : en mars 2008, le socialiste Claude Bartolone occupe la présidence du conseil général, que le PCF détenait depuis la création du département. En 2014, le reflux reprend d'ailleurs, avec la perte d'une nouvelle centaine de municipalités et de 700 000 administrés (20 % en moins). Montreuil, Aubervilliers et Sarcelles sont reprises, mais n'effacent pas un recul, notamment francilien, qu'illustrent les pertes de Villejuif, Le Blanc-Mesnil, Bobigny, Sevran et Saint-Ouen. Une fois de plus, la qualité de l'aménagement urbain semble l'avoir emporté sur une image municipale brocardée par ses adversaires autour de l'identification « PCF = HLM ».

Le communisme municipal en 2020 en France, ce sont entre 620 et 660 maires et environ 6 700 élus, selon les chiffres fournis

par l'Association nationale des élus communistes et républicains (devenue depuis La Coopérative). Au total, ils administrent environ 2,6 millions d'habitants. En 1977, les communes de plus de 1 000 habitants ayant un maire communiste ou apparenté dépassaient nettement le seuil des 1 400, pour un total de plus de 8,3 millions de résidents. Dans les communes de l'ancien département de la Seine, les communistes administraient un peu plus de 2 millions d'habitants, ils n'en administrent plus que 876 000, soit à peu près le nombre de 1935, mais alors que la population a doublé entre temps. Dans ces mêmes communes, où l'écrasante majorité a eu un maire communiste à un moment ou à un autre (71 sur 80 en dehors de Paris), 17 seulement sont dans ce cas de figure en 2020, soit... exactement le nombre atteint par la SFIO en 1920.

La moitié de ces mairies communistes se trouve dans une quinzaine de départements. Treize autres départements n'en comptent aucune et onze n'en ont qu'une seule. Dans ce lot se trouvent des communes urbaines et rurales, de tailles très diverses – la plus grande, Montreuil (Seine-Saint-Denis), compte 111 000 habitants ; la plus petite, Toy-Viam (Corrèze), 35.

En 1977, les communistes étaient à la tête de 29 % des communes françaises de plus de 30 000 habitants, et de près de 27 % de celles de plus de 50 000 habitants. En 2020, ils sont à un peu moins de 7 % des deux tranches supérieures de la population urbaine française. Dans les toutes premières années de son histoire, le patrimoine municipal des communistes avait la forme d'un archipel concentré sur quelques zones de force, dans la continuité du socialisme municipal. Cent ans plus tard, l'image de l'archipel est toujours là : 80 % du total de la population administrée par les communistes se trouve en banlieue ; les 20 % qui restent étant disséminés dans 420 à 450 communes...

Apogée et crise d'un modèle

L'installation d'un ancrage municipal se coule dans les flux de l'implantation globale du communisme après 1920. Elle se fait en trois temps : la première décennie, hésitante, met en place l'archipel électoral ; entre 1934 et 1939, l'archipel se densifie ; en 1945, il se fait continen et le phénomène communiste devient une pièce à part entière du mobilier national.

Les trois implantations (années 1920-1940)

La première implantation est plus modeste que ne le laissait espérer le vote majoritaire du congrès de Tours. Dès les élections législatives de 1924, la SFIO maintenue surclasse en effet le jeune PCF et retrouve, à elle seule, un niveau proche de celui du socialisme de 1920 (20 %). Le résultat obtenu par le PCF n'est pas négligeable (près de 10 % des suffrages exprimés), mais, un an plus tard, les communistes ne conservent qu'un dixième du total des mairies conquises par les socialistes à la veille de la scission. La répartition générale de l'influence communiste est toutefois déjà en place : des concentrations ouvrières (région parisienne, Moselle, France du Nord) et des terres de tradition républicaine démocratique (le Centre, les bordures du Massif central et le « Midi rouge »). L'espace ouvrier d'un côté et, de l'autre, la mémoire vivante de 1789-1794...

L'affirmation de classe et la tradition politique se mêlent donc, dans cette France modeste de métayers (Lot-et-Garonne, Allier), de petits exploitants agricoles (Corrèze), d'ouvriers de la petite industrie (porcelainiers du Cher), auxquels s'ajoutent les bataillons ouvriers plus denses de la mine, du textile et de la métallurgie, ainsi que ces corporations installées et remuantes que sont les cheminots. Les paysans-bûcherons du Cher, les cheminots de Saint-Pierre-des-Corps et de Vierzon, les mineurs d'Alès et de Moselle, les tisserands d'« Halluin la Rouge », les sardinières de Douarnenez, les « mal-lotis » de Bobigny tracent les contours de la France populaire qui trouve, dans le PCF, le débouché électoral de son identification. Le parti des commu-

nistes est à la fois le porte-parole d'une classe tenue en lisière depuis plus d'un siècle et la trace de la combativité plébéienne et révolutionnaire de l'an II, de 1848-1851 et de la Commune de Paris.

Le vote communiste est avant tout le signe d'un désir d'appartenance, l'effet de la polarité traditionnelle du « nous » et du « eux », un vote d'entre soi communautaire en faveur d'individus qui sont à l'image de celles et ceux qu'ils représentent. Alors qu'il n'y avait aucun ouvrier parmi les députés qui font en 1920 le choix de Moscou, ils sont largement majoritaires après les élections de 1924 et 1928 (57 %), de 1932 (70 %) et encore de 1936 (64 %). Jusqu'en 1934, sur le plan national comme sur le plan local, le PCF assume ainsi sa mission de représentation de la classe en expansion et, en promouvant le mythe soviétique, il essaie de légitimer la pertinence d'une espérance sociale, qui n'est pas renvoyée dans un avenir lointain. Mais son isolement politique, nourri par ses choix stratégiques (« bloc ouvrier et paysan », « classe contre classe »⁵⁹), limite sa progression en dehors des communautés ouvrières les plus solidement installées.

La seconde implantation, entre 1934 et 1936, se mène au contraire sous les auspices de la stratégie antifasciste de « front populaire ». Le « front unique » des premières années était cantonné au monde des prolétaires et donc aux seuls héritiers du socialisme unifié de 1905 ; le « Front populaire », lui, s'ouvre aux radicaux et aux classes moyennes qui restent leur base d'ancrage. Aux deux précédentes fonctions, s'ajoute ainsi une troisième : celle d'une perspective de rassemblement à vocation majoritaire, une nouvelle forme de ce que le philosophe et dirigeant communiste italien, Antonio Gramsci, appelait un « bloc historique » jacobin. La poussée de 1935-1936 s'appuie en fait sur la convergence d'une triple croissance, celle du syndicalisme de la CGTU communiste, puis de la CGT réunifiée, celle des effectifs partisans du PCF lui-même et celle de la galaxie des « organisations de masse » proches du parti. La jonction de l'industrie mécani-

59 Roger Martelli, Jean Vigreux, Serge Wolikow, *Le Parti rouge. Une histoire du PCF*, Paris, Armand Colin, 2020. Julian Mischi, *Le Parti des communistes. Histoire du parti communiste français de 1920 à nos jours*, Marseille, Hors d'atteinte, 2020.

cienne et de la ville crée des demandes nouvelles, auxquelles ne répondent qu'imparfaitement les concurrents de gauche, radicaux ou socialistes.

L'élargissement communiste de cette période reste toutefois avant tout prolétarien. Le nord prolongé vers l'Île-de-France, l'est minier et métallurgique, le Rhône, la Loire et le sillon alpin, la Gironde et le littoral méditerranéen constituent les pivots de l'espace électoral et militant. Le substrat de l'influence se trouve toujours dans les périphéries urbaines et autour de la grande industrie mécanicienne, où la CGTU des communistes menés par Benoît Frachon a supplanté l'hégémonie de la CGT « réformiste » de Léon Jouhaux.

Mais, à cet enracinement social peu modifié, s'ajoute désormais l'impact d'une culture politique qui s'est transformée entre 1934 et 1939 et qui devient le ciment d'une troisième génération communiste. C'est une culture « thorézienne », déployée en 1939, fusionnant désormais le mythe russe d'Octobre et les souvenirs français de la « Grande Révolution » de 1789, massivement réactivés à l'occasion de son cent cinquantième anniversaire. Culture plébéienne et culture d'ordre tout à la fois⁶⁰, elle fonctionne sous le registre à double face d'une valorisation de l'habitus ouvrier qui nourrit la distinction prolétarienne (toujours le « eux » et « nous »), mais qui permet en même temps l'intégration du groupe dans l'exaltation du « peuple révolutionnaire ». Un stalinisme à la française, plus homogène que dans les premières années, assez original pour « faire la différence » avec les autres cultures de la gauche française, mais assez familier pour ne pas provoquer un phénomène de rejet massif.

Cela permet à la génération thorézienne de faire, de son univers partisan, une culture politique élargie, immergée dans un milieu social où l'ouvrier bronzier (le « Sublime » de 1860) et le mineur du siècle précédent s'effacent devant « l'ouvrier à casquette » de 1936, le métallurgiste parisien qui devient la figure centrale du monde populaire. Après l'ouvrier ruralisé de *Germinal*, s'impose le visage résolument urbain de Gabin. « Années

60 Roger Martelli, *L'Empreinte communiste*, Paris, Éditions sociales, 2010, p. 49 et suiv.

Thorez, années Gabin », sous-titrait la revue *Autrement* pour un numéro consacré aux banlieues ouvrières⁶¹. La formule ne faisait que refléter une continuité symbolique bien installée : le métallo parisien, le délégué syndical, l'élu communiste, le militant et le parti qu'il incarne au quotidien.

La troisième implantation est celle de la Libération. La géographie de l'adhésion et du vote se nationalise ; l'archipel se fait continent. Par rapport à 1937, le parti fait plus que tripler son volume en Bretagne, dans le Sud-Ouest et dans les Alpes. Sa progression est inférieure à la moyenne dans la région parisienne, dans le nord, la région lyonnaise et l'est. Il a conforté son implantation sur les contreforts du Massif central et réussi sa percée en Bretagne. En revanche, il recule en Alsace, où le communisme local s'est déchiré avant-guerre face à la revendication alsacienne. L'évolution de la Libération a ainsi deux faces. D'un côté, la Résistance a renforcé l'ancrage militant dans la France rurale marquée en longue durée par la tradition plébéienne révolutionnaire : là, le PCF de 1944-1946 prend la relève du socialisme rural et d'un radicalisme emporté par la débâcle de la Troisième République.

En revanche, les départements les plus ouvriers sont ceux où la progression est la plus faible par rapport à l'avant-guerre. Tout se passe comme si l'élargissement du vote en dehors du noyau prolétarien se payait d'un tassement partiel du vote d'appartenance initial. L'espace d'influence du PCF est moins identitaire, moins ouvertement prolétarien, mais il est plus populaire. En 1945, aucun département français n'est au-dessous de la barre des 5 %. L'Île-de-France, qui comptait pour 35 % du total des voix communistes en 1924, n'en compte plus que pour 22 % en 1945. Il en est de même pour la Seine-banlieue qui passe de 14 % du total en 1936 à un peu moins de 5 % en 1945. Quant au communisme municipal, il prend désormais son rythme de croisière.

Les premiers pas de la gestion locale

Quand s'installent les premières municipalités communistes, elles n'agissent pas dans des territoires vides d'expériences.

61 *Banlieue rouge 1920-1960. Années Thorez, années Gabin : archétype du populaire, banc d'essai des modernités*, Paris, Autrement, 2008.

Comme les socialistes avant eux, les communistes héritent du premier âge du « municipalisme » d'avant 1914, que prônaient notamment les maires radicaux attachés aux services de la « bienfaisance communale »⁶². Radicaux et socialistes avaient ainsi accompagné de façon originale la mise en place du paysage urbain de la banlieue⁶³, avec ses équipes techniques locales et ses ébauches d'équipement collectif, crèches, hospices, dispensaires et bureaux de placement gratuits. Au début du xx^e siècle, on voit même apparaître les premières formes d'intercommunalité dans la Seine-banlieue, pour gérer les dépenses obligatoires et les conséquences de l'empiétement parisien, et pour faire face aux contraintes de la gestion du gaz, de l'eau et... des pompes funèbres.

Le socialisme parti à la conquête des municipalités n'était pas sans antécédent gestionnaire et les communistes, de manière inattendue au départ, vont s'en inspirer à leur manière. Il n'y avait pourtant rien d'évident à ce qu'ils s'avèrent être des gestionnaires compétents et engagés. Le deuxième Congrès de l'Internationale, en juillet 1920 (c'est le congrès des fameuses « 21 conditions » d'adhésion), est sans ambiguïté, comme il l'est pour le parlementarisme. De même que le parlement n'est qu'un instrument de la dictature bourgeoise qu'il convient de « briser », de même les institutions municipales « font partie du mécanisme gouvernemental de la bourgeoisie : elles doivent être détruites par le prolétariat révolutionnaire et remplacées par les Soviets de députés ouvriers »⁶⁴.

De cette conception subversive, le PCF garde une certaine latitude dans l'observation des règles légales. Aux élections municipales de 1925, les communistes n'hésitent pas à présenter et à faire élire des femmes, comme Marie Chaix à Saint-Denis, Marthe Tesson à Bobigny ou la sardinière Joséphine Pencalet

62 Yannick Marec, *Bienfaisance communale et protection sociale à Rouen (1796-1957)*, Paris, La Documentation française, 2002. Aude Chamouard, « La mairie socialiste, matrice du réformisme (1900-1939) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2007/4, n° 966.

63 Thibault Tellier, *Histoire de la banlieue*, Paris, Perrin, 2024.

64 « Le Parti communiste et le parlementarisme », *Thèses, manifestes et résolutions adoptés par les I^{er}, II^e, III^e et IV^e Congrès de l'Internationale communiste (1919-1923)*, Bibliothèque communiste, juin 1934, réédition, Paris, François Maspero, 1978.

à Douarnenez⁶⁵. Dans le Nord, à Halluin, ils présentent trois femmes, Bertha Vermandière, Euphrasie Verstraete et Albertine Trachet, respectivement tisserande, ménagère et ouvrière chaisière⁶⁶. Tout cela se fait « malgré la loi, contre la loi », précise Marcel Cachin dans *L'Humanité* du 7 mars 1925. À quelques décennies de là, à la fin des années 1990, des maires communistes (Patrick Braouezec à Saint-Denis, Bernard Birsinger à Bobigny) n'hésitent pas, dans le même esprit, à présider des cérémonies de parrainage de migrants « sans-papiers », au mépris de la norme légale. Entre temps, la liste est longue des maires poursuivis pour avoir participé à des opérations visant à empêcher les saisies et expulsions ou pour avoir manifesté contre les « sales guerres » coloniales d'Indochine et d'Algérie⁶⁷.

En fait, dès les premières années, se repère une tension qui va marquer en profondeur la culture municipale des communistes français. D'un côté, il n'est pas question de se laisser aller aux « illusions » et au « crétinisme municipal »⁶⁸. Tant qu'une révolution ne permettra pas la prise de pouvoir et la rupture avec l'ordre existant, il ne peut y avoir de gestion proprement « soviétique » et « communiste ». Mais, d'un autre côté, l'action municipale peut donner une première image de ce que pourrait être la gestion collective de l'avenir.

La valorisation du bilan municipal prend dès lors une dimension qui va au-delà de l'exercice classique de fin de mandat. Si la

65 Fanny Bugnon, *L'Élection interdite. Itinéraire de Joséphine Pencalet, ouvrière bretonne (1886-1972)*, Pris, Le Seuil, 2024.

66 Michel Hastings, *Halluin la rouge 1919-1939. Aspects d'un communisme identitaire*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1991.

67 Sur la répression judiciaire contre le PCF, Frédérick Genevée, *Le PCF et la justice des origines aux années 1950. Organisation, conceptions, militants et avocats communistes face aux normes juridiques*, Clermont-Ferrand, Presses universitaires de la faculté de droit de Clermont-Ferrand, 2006.

68 « Si l'élu est un militant communiste ferme, il parvient, en s'appuyant sur l'action des masses et en écoutant les conseils du parti, à surmonter les obstacles et à mener sa tâche à bien. Mais s'il se laisse gagner par le « crétinisme municipal », par l'illusion que son écharpe de maire lui conférerait on ne sait quelle puissance personnelle, s'il s'isole du parti et des masses, il n'a bientôt pas d'autre recours que de céder à la pression de l'ennemi. Dans le meilleur des cas, il tombera alors dans l'opportunisme », Étienne Fajon, cité par *Le Monde* du 13 mars 1953.

municipalité gérée par les communistes n'est pas un soviet, elle n'est pas pour autant une municipalité comme les autres et peut d'ores et déjà être présentée comme un modèle. À la veille des élections municipales de 1929, *L'Humanité* se livre sans retenue à cette mise en exergue exemplaire⁶⁹. « À Saint-Denis, malgré les coups de force de l'État bourgeois, notre municipalité a réalisé une gestion modèle » (24 avril). « Notre municipalité de Villejuif a fait d'un marécage une cité » (29 avril). « En liaison avec les ouvriers, la municipalité d'Ivry a réalisé des œuvres modèles » (5 mai). Quant à Bobigny, les militants de la ville n'hésitent pas à affirmer que « Bobigny, municipalité communiste, sera un précurseur des Soviets en France ». La municipalité rouge n'est pas le socialisme réalisé, mais elle indique tout de même la voie pour s'en approcher...

Le propre de ce modèle est de jouer en permanence de la double visée qui l'identifie: désigner les contours d'une société sans exploitation, dont le modèle réalisé est dans la Russie des soviets; en attendant, obtenir le plus de réalisations visant à réduire les inégalités qui pervertissent la qualité du territoire urbain et républicain. C'est à la fois la radicalité de la « Sociale » et ce qu'Emmanuel Bellanger appelle volontiers le « réformisme officieux » des édiles communistes. À charge, pour les directions communistes, de veiller à ce que l'un des termes de la tension ne l'emporte pas sur l'autre. Dans le vocabulaire communiste, il y a toujours deux dangers dont il faut se garder: l'opportunisme de droite et le sectarisme de gauche...

Très vite s'installe l'image des maires constructeurs, équivalents à leur échelle des bâtisseurs soviétiques. Dans la pratique, le discours idéologique sur le « bris de l'État » laisse la place à un pragmatisme conséquent et les écoles militantes diffusent très tôt une conception souple de la gestion municipale. Au fond, alors même qu'Henri Sellier a quitté le parti, il reste quelque chose de son expérience⁷⁰ – qui va au demeurant jouer un grand rôle

69 Articles de Marcel Le Gay, 18 et 30 avril 1929, cités dans Raymond Pronier, *Les Municipalités communistes. Bilan de 30 années de gestion*, Paris, Balland, 1983.

70 Katherine Burden (dir.), *La Banlieue oasis. Henri Sellier et les cités-jardins, 1900-1940*, Paris, Presses universitaires de Vincennes, 1987. Emmanuel Bellanger, « Du socialisme au Grand Paris solidaire. Henri Sellier ou la passion des villes », *Histoire Urbaine*, n° 37, août 2013.

dans la formation des cadres municipaux – l'essor de l'urbanisme savant et l'émergence d'une volonté d'aménagement concerté de l'espace parisien⁷¹.

Dès les années 1920, les élus privilégient le résultat, l'extension des prestations d'assistance, l'efficacité des services techniques, l'ouverture d'équipements collectifs et la baisse des coûts d'accès aux biens municipaux. Dans le substrat de l'action communale, les nouveaux élus ne recherchent pas la rupture à tout prix, que seule « la » révolution peut faire advenir. Saint-Denis, Nanterre, Maisons-Alfort ou Montreuil conservent des régies privées (contrairement aux énoncés du programme du « Bloc ouvrier et paysan » de 1924-1925) et n'annulent pas la concession des monopoles communaux aux grands groupes, pour le gaz, l'électricité, l'eau ou les pompes funèbres.

Pour parvenir à des résultats, les élus s'entourent de techniciens et cherchent des formes de synergie collective, tout en maintenant le « patriotisme de clocher »⁷² qui est, depuis les années 1880, un puissant ressort de la politisation républicaine locale.

Le « modèle » communiste

Les travaux patiemment entrepris dans les années 1970⁷³ ont montré comment, à partir d'une double matrice, syndicale et locale, s'est peu à peu imposé un communisme local construit à partir de deux grands modèles initiaux. Le premier, illustré par les exemples d'Ivry ou de Montreuil⁷⁴, est celui des banlieues industrielles anciennes, très ouvrières et de vieille tradition socialiste. Là, l'influence communiste est plutôt centrée sur la grande entreprise, bastion ouvrier où le parti puise ses cadres et son

71 C'est par exemple sur la proposition d'Henri Sellier que le Conseil général de la Seine décidera la création d'une École des hautes études urbaines qui devient, en 1924, l'Institut d'Urbanisme de l'Université de Paris.

72 Annie Fourcaut, *Bobigny, banlieue rouge*, Paris, Éditions Ouvrières et Presses de la FNSP, 1986.

73 L'ouvrage pionnier est le recueil d'études dirigé par Jacques Girault en 1977, aux Éditions sociales (*Sur l'implantation du Parti communiste français dans l'entre-deux-guerres*).

74 Maurice Cassier, « PCF et région parisienne », *Société Française*, n° 2 et 3, 1982.

souffle. Le second modèle, représenté par Bagneux ou par Villejuif, est moins prolétarien. Il fait reposer l'hégémonie communiste plutôt sur l'habitat local, celui des zones pavillonnaires ou de ces prédécesseurs des HLM que sont les HBM, habitations à baux modérés.

Dans les deux cas, le pivot de l'expansion communiste est le tissu syndical et associatif. Le syndicat, comme à Ivry, ou l'amicale des locataires, comme dans la Cité des Oiseaux à Bagneux, sont les vecteurs principaux de l'insertion. S'y ajoute la kyrielle des « organisations de masse », associations diverses qui, à l'instar des Amis de l'URSS, des Pionniers, du Secours rouge international, ou du Comité mondial des femmes, sont à la fois des outils de combat et des ferments de socialisation. Le réseau associatif, professionnel ou non, encadre et donne sens à la vie, quand celle-ci hésite sur l'avenir. La fête, le bal, le dîner champêtre, la manifestation artistique, la bibliothèque, le théâtre ou le film regroupent les isolés et les déracinés, ceux qui sont à la quête d'un environnement qui valorise leurs aptitudes et concrétise leurs désirs.

Une fois la victoire municipale acquise, peut-on parler d'une gestion communiste spécifique ? À proprement parler, non. À l'instar de Georges Maranne à Ivry, les maires s'appuient sur les équipes techniques en place et reprennent souvent à leur compte l'héritage des précédentes municipalités⁷⁵. Non sans habileté, ils utilisent des aides publiques qui s'épaississent, tout au moins dans la Seine-banlieue. S'il est une originalité, elle tient à ce que, davantage que d'autres, avec plus de constance et de visibilité, les élus communistes de l'entre-deux-guerres s'essaient à moderniser et à dynamiser l'activité municipale, en l'ouvrant aux besoins nouveaux de populations urbaines en pleine croissance démographique.

Ils sont souvent des hommes neufs, issus ou proches du monde ouvrier, qui manifestent une disposition plus grande à comprendre la nature des attentes populaires, dans des tissus ur-

75 Emmanuel Bellanger, « Spécificité, continuité et uniformisation de la gestion communiste dans les mairies de la Seine », dans Jacques Girault (dir.), *Des communistes en France (années 1920-années 1960)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002.

bains en pleine restructuration. Plus encore que les radicaux historiquement pétris de l'expérience des bourgs, davantage que les socialistes accoutumés par leur ancrage sociologique aux strates anciennes du monde ouvrier et aux couches moyennes, les élus communistes installent une gestion, modeste par son style, mais conséquente par son contenu, qu'ils raccordent explicitement au groupe social le plus expansif en milieu urbain : les ouvriers, et notamment ceux de la grande industrie de la seconde révolution industrielle.

Le maire n'impose pas des structures nouvelles, mais il insufflé une tonalité franchement sociale à l'action municipale, plus repérable au total que dans les municipalités voisines. La communauté politique forte que constitue « le Parti » contribue à cette homogénéité qui, elle-même, donne en retour sa couleur et son épaisseur au « modèle » communiste.

La gestion communiste s'identifie bien sûr d'abord à l'action sociale proprement dite. Saint-Denis instaure des soupes populaires en décembre 1930 et les dépenses augmentent pour alimenter le bureau de bienfaisance ou la caisse des écoles. Ivry crée en 1925 « l'œuvre des vacances populaires enfantines » et, en 1927, Clichy ouvre une colonie de vacances à Saint-Gilles. En 1934, la municipalité de Gennevilliers, dirigée par Jean Grandel, installe un service d'assistance sociale et municipalise un service privé de nourrissons, tandis que Georges Marrane crée en 1929 à Ivry l'Association d'hygiène sociale antituberculose. Quant à Vitry, elle voit s'ouvrir, dès 1926, l'immense école de plein air, dans un parc de 2 000 mètres carrés, qui accueille des centaines d'enfants pendant les mois d'été. L'enfance, les vieux travailleurs, la santé publique : les archétypes sont bien en place, pour longtemps.

Le social au sens strict n'est pas le seul déployé. Quand Paul Vaillant-Couturier, maire de Villejuif depuis 1929⁷⁶, décide la construction d'un groupe scolaire dans la partie basse de la ville, il se tourne vers André Lurçat, l'un des maîtres de l'architecture

76 Sur Villejuif, une thèse est en cours, celle de Mathis Bloch, *Villejuif, la banlieue rouge et le Grand Paris : les reconfigurations du communisme municipal dans une métropole capitale (xx^e-xxi^e siècles)*.

moderne avec Le Corbusier⁷⁷. Par la place accordée à la lumière et par l'alliance des matériaux qu'il choisit, Lurçat fait de cette commande le symbole d'une « volonté de modernisation culturelle, mais aussi du choix du terrain de l'architecture comme manifestation d'un projet gestionnaire novateur »⁷⁸. Son inauguration en grande pompe, le 9 juillet 1933, est l'occasion, pour Vaillant-Couturier, de donner du sens à ses choix : « L'école de Villejuif n'est ni une école de luxe, ni une école-prison, ni une école-caserne. Elle est une école de lumière, de fleurs, de verdure et de grand air. Elle est faite pour être aimée des enfants de travailleurs ».

Si la presse hostile ne manque pas de dénoncer « une architecture toute soviétique », des intellectuels prestigieux, comme Primo Levi ou Aldous Huxley, y voient au contraire le symbole de ce « banc d'essai des modernités » que veut être la « banlieue rouge ». Marcel Cachin, de son côté, enfonce le clou dans *L'Humanité* : « Cette école est une anticipation, un début, un modèle, un exemple. Elle attestera que les prolétaires s'intéressent à tout ce qui concerne l'enfance [...] Elle prouvera que les bolcheviks français, même bridés, même limités par l'administration bourgeoise, sont capables de réalisations importantes que les municipalités bourgeoises ne peuvent prendre en compte ».

Si la gestion communiste du territoire finit par être reconnue et positivée, ce n'est pas par la hardiesse « révolutionnaire » de ses méthodes, ni même par le détail de ses choix. Les historiens de la banlieue ont souvent souligné que l'administration de la banlieue rouge participe d'une modernisation générale des politiques locales qui affecte plus ou moins l'ensemble des municipalités des zones suburbaines, quelle que soit leur étiquette politique. Mais l'espace occupé par les communistes se caractérise tout de même, dès les années 1930, par la jonction de

77 Il a fondé avec lui les Congrès Internationaux d'Architecture Moderne. Cf. Jean-Louis Cohen, *André Lurçat (1894-1970) : l'autocritique d'un moderne*, Paris, IFA, 1995.

78 Jean-Louis Cohen, « L'école Karl-Marx de Villejuif (1930-1933) », *Banlieue rouge 1920-1960*, Paris, Autrement, 1992.

trois grands traits dont l'entrelacement va identifier l'image d'un « communisme municipal ».

En premier lieu se trouve la capacité à donner du sens à une expérience locale qui est tout à la fois singulière (un « communisme aux couleurs du local »⁷⁹) et universelle (un modèle expansif qui se veut reproductible). La municipalité est un territoire ouvrier, dont les édiles sont issus (en 1939, 64 % des 725 conseillers municipaux de Paris et de la Seine-banlieue sont des ouvriers), et dont la logique gestionnaire est tendue vers un seul objectif : limiter les effets de carence qui sont la manifestation première de l'existence prolétarienne. Mais la politique « sociale » n'est que le premier pas vers la cité idéale, où le peuple ouvrier hier dominé sera demain dirigeant. Le choix de la modernité urbaine est ainsi associé volontairement à l'idée selon laquelle l'avenir de la société se trouve dans le peuple et non dans les classes dirigeantes.

En deuxième lieu, la gestion communiste s'adosse à un récit soigneusement mis en scène par la réunion, la manifestation et la presse locale, récit centré sur la dignité ouvrière et la promotion d'un territoire jusqu'alors dévalorisé dont on exalte la fierté. L'utopie de la « cité soviétique » dénoncée par les adversaires du PCF est ainsi retournée contre eux : la banlieue rouge n'est plus le « Far West » peuplé « d'apaches », elle n'est plus le territoire des classes dangereuses soigneusement tenues en lisière, mais un lieu de promotion populaire et d'intégration, dont ses habitants peuvent s'enorgueillir.

Enfin, le municipalisme communiste apparaît comme la recherche d'un lien entre un modèle de gestion locale et une sociabilité locale. Une « contre-société » contrôlée par le parti, dit-on souvent. Séduisante, inspirée par le modèle communiste allemand d'avant 1933, la formule va trop loin. L'univers politique local est certes celui d'un dispositif fourni, au centre duquel se trouvent la section du PCF et ses cellules de quartier. Disséquant l'exemple de Bobigny, Annie Fourcaut a été la première à en décrire les composantes et le fonctionnement. Or, dans les faits,

79 Michel Hastings, *Halluin-la-Rouge. Aspects d'un communisme identitaire*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1991.

on peut très bien renverser l'argumentaire. Officiellement, c'est le parti qui assure le contrôle de la gestion locale, par l'intermédiaire d'un « bureau municipal » où le secrétaire de section siège aux côtés du maire, des adjoints et du responsable syndical des communaux. Mais on peut tout aussi bien constater que ce sont les organisations du parti qui sont politiquement dépendantes de l'activité des élus et leurs militants servent de réservoir et d'encadrement pour l'action municipale et la vie associative.

Mieux vaut aller au-delà des notions trop simples du contrôle et de la contre-société. Le communisme municipal est le territoire où s'opère une symbiose entre une culture proprement partisane et une culture populaire originale, massivement, mais pas exclusivement urbaine, qui prend le relais des sociabilités anciennes, celles de l'entre-soi des communautés de village, des isolats ouvriers ou des faubourgs de la ville d'hier.

Dans le processus de symbiose, il y a donc un double mouvement d'acculturation, du parti à la société locale et de cette société locale à un projet qui l'identifie positivement, qui l'insère dans un extérieur qui la tenait à l'écart et qui l'inscrit dans une grande histoire, nationale et internationale. Plus que l'exaltation de l'extériorité prolétarienne, dressée contre tout ce qui relève de l'univers bourgeois, la ville communiste veut donner l'image d'un concentré de culture populaire, mêlant la tradition des loisirs plébéiens et l'anticipation de l'avenir. Ce faisant, la banlieue devient un lieu d'intégration et d'homogénéisation relatives, un creuset où se fondent les apports multiples de la grande croissance urbaine.

Le maire socialiste, radical ou républicain, suit une politique municipale proche de celle de ses collègues communistes. À l'occasion, il peut même montrer davantage de hardiesse réformatrice, comme le maire radical-socialiste de Saint-Maur, qui n'hésite pas à exploiter en régie l'alimentation en eau de sa ville. Mais c'est l'espace municipal communiste qui, au ^{xx}e siècle, pousse le plus loin l'émergence d'une culture populaire et urbaine nouvelle, déployée dans le paysage expansif de l'agglomération urbaine.

De la Libération à la crise

Après 1945, le PCF s'appuie sur la conjonction de deux phénomènes sociaux massifs : la poussée de la salarisation qui accompagne le double essor de l'industrie et des services jusqu'à la fin des années 1960 ; la grande expansion de l'urbain et les métamorphoses de la ville, dans la phase de grande croissance des « Trente Glorieuses ».

Au sortir de la guerre, les ouvriers forment un groupe social de six millions d'individus⁸⁰, largement stabilisés dans leurs statuts et leurs qualifications. Jusqu'au milieu des années 1950, ce groupe conserve, des expériences antérieures, la présence massive du manque, logements vétustes et dépenses familiales centrées sur l'alimentation⁸¹. À partir de 1953-1954, l'univers ouvrier enregistre toutefois les effets de la grande croissance et des débuts de la « société de consommation ». Il s'élargit et se transforme, à une vitesse qui perturbe l'actif militant communiste, craignant que le recul de la « paupérisation absolue » ne fragilise les bases de l'influence communiste en milieu ouvrier. De fait, en vingt ans, de 1954 à 1975, les effectifs ouvriers passent de 6,5 millions à 8,5 millions, soit près de 38 % des actifs. Mais leur part dans le monde salarial se tasse, tandis que leur composition se diversifie. Agents d'entretien et de surveillance, manutentionnaires, magasiniers, agents de la SNCF s'agrègent au groupe, le renforçant et le modifiant. La classe s'est unifiée par ses statuts, mais diverge dans ses trajectoires : d'un côté, la hausse des qualifications et des revenus des « professionnels » ; de l'autre côté, la croissance des ouvriers spécialisés (OS), numériquement renforcés par les flux d'une nouvelle immigration, de plus en plus extraeuropéenne.

Ce nouveau conglomérat ouvrier et salarial alimente une spectaculaire croissance urbaine. La population des villes passe de 25 à 38 millions entre 1954 et 1975, soit de 59 % à 73 % de la population totale. La région parisienne à elle seule gagne

80 Xavier Vigna, *Histoire des ouvriers en France au xx^e siècle*, Paris, Perrin, 2012.

81 Au début des années cinquante, on estime qu'un logement sur dix seulement dispose d'une salle de bains et un sur deux de WC intérieurs. Michel Collinet offre un tableau convaincant de la condition ouvrière dans *L'Ouvrier français. Essai sur la condition ouvrière 1900-1950*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1951.

un million d'habitants entre les deux recensements de 1954 et de 1962. La ville expansive se transforme, les centres-villes se dépeuplent, les périphéries se densifient et s'étendent.

À la différence de la période précédente, l'expansion urbaine se déploie dans un contexte marqué par un renforcement de la régulation étatique, sous les auspices de la planification et de l'aménagement du territoire et sous la tutelle du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (Raoul Dautry). C'est l'État qui impulse la relocalisation des industries (Renault-Cléon, Simca-Poissy, Usinor-Dunkerque) et qui pilote le remodelage du paysage banlieusard, aux rythmes de plus en plus vigoureux de la construction de logements. Dès 1945, la banlieue apparaît comme la vitrine par excellence d'un effort exceptionnel, destiné à combler le retard français.

La croissance horizontale ne suffisant plus, le lotissement de l'entre-deux-guerres laisse la place à la cité. La livraison de logements nouveaux passe d'un rythme annuel de moins de 100 000 à la fin des années 1940 à 300 000 au début de la décennie 1960 et à 400 000 au milieu de ladite décennie. Entre 1959 et 1969, on comptabilise 2,2 millions de logements construits. C'est l'époque de la généralisation des HLM (1951), des Zones à urbaniser en priorité (ZUP, 1958) et des grands ensembles. Au total, 8 millions de logements sont construits entre 1953 et 1975. Sur la seule période de 1958 à 1969, 195 ZUP sont bâties, pour un total de 803 000 logements. Le grand ensemble s'installe à Sarcelles dès 1958-1961, puis aux Quatre-mille de la Courneuve, aux Minguettes à Vénissieux... La conséquence est spectaculaire : Sarcelles, devenue communiste en 1965, comptait 8 397 habitants en 1954, 35 912 en 1962 et 51 520 en 1968.

Au temps des « Trente Glorieuses »

Le communisme, dans un premier temps, tire avantage de cette mutation. Il le fait au départ en conservant la logique gestionnaire essayée dans les années 1920 et 1930 : l'éducation par le sport, la promotion d'équipement de proximité, l'acquisition de réserves foncières et la construction de logements. Le modèle de la gestion communiste est régulièrement énoncé par les di-

rigeants. En 1956, Jacques Duclos énumère ainsi les pivots de l'activité des élus : « le soutien aux luttes ouvrières », « au service des vieux et des vieilles », « la défense des droits et de l'avenir de la jeunesse », « l'action en faveur de l'enfance et de l'École laïque », « la protection de la santé publique », « pour l'enrichissement culturel des masses populaires », « pour une politique du logement répondant aux besoins du peuple », en bref « les élus communistes attentifs à tous les besoins des masses »⁸².

Dans cet esprit, la génération d'après-guerre poursuit l'alliance des élus et des techniciens. Venise Gosnat, maire adjoint d'Ivry, installe un bureau inter-offices qui, avec l'appui d'André Lurçat, participe à la mise en place d'offices municipaux à Saint-Ouen, Arcueil, Gentilly, Saint-Maur, Nanterre, Vitry, Gennevilliers et Romainville. Lurçat, architecte en chef de la ville de Saint-Denis, édifie cités, groupes scolaires et équipements sportifs⁸³. Sur le plan national, est créé en 1948 un Bureau d'études et de recherches pour l'industrie moderne (BERIM). Montée par quatre ingénieurs, dont l'ancien responsable résistant Raymond Aubrac, cette structure est vouée à la double tâche de la rénovation des villes et des échanges commerciaux avec les pays de l'Est⁸⁴.

Jusque dans les années 1960, peu de forces se sentent en état de disputer aux communistes leur terrain suburbain de prédilection. Échaudées par leur échec des municipales de 1959, les autorités gaullistes des débuts de la Cinquième République font le choix, pour garder le contrôle politique du centre parisien, de concentrer les grands ensembles en territoire « rouge ». De même, le redécoupage de la carte francilienne, en 1964, regroupe l'aire d'influence communiste dans des fractions de territoires (la quasi-totalité de la Seine-Saint-Denis et une partie du Val-de-

82 Jacques Duclos, « Les municipalités au service des masses laborieuses », Rapport au XIV^e Congrès, juillet 1956.

83 Emmanuel Bellanger, « Spécificité, continuité et uniformisation... », article cité.

84 C'est le BERIM qui, sous la responsabilité de son directeur d'alors, Jacques Tricot, assiste Oscar Niemeyer tout au long de la construction de l'immeuble abritant le Comité central du PCF, place du Colonel-Fabien (Vanessa Grossman, *Le PCF a changé! Niemeyer et le siège du Parti communiste (1966-1981)*, Paris, Les éditions B2, 2013).

Marne) dont l'État décide de faire de véritables « bantoustans » communistes.

La ville communiste se distingue par ses efforts pour promouvoir le logement social. Entre 1950 et 1960, 17 000 HLM sont livrés dans dix communes gérées par le PCF en banlieue parisienne. Sur les 151 grands ensembles mis en place entre 1947 et 1971, 74 se trouvent dans des communes de ce type, dont 45 sur les territoires de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne⁸⁵. D'une certaine façon, les édiles communistes avaient participé à la naissance du nouveau paradigme : c'est à Villejuif en 1932 qu'André Lurçat dessine le plan étonnamment moderne de sa « cité verticale »⁸⁶. La moitié des grands ensembles franciliens sont donc construits dans des municipalités communistes, alors que celles-ci ne regroupent que 20 % de la population régionale. Comme aux temps héroïques de la banlieue rouge naissante, le mariage de la fibre sociale et de la modernité est mis en scène par les municipalités. En 1961, à Ivry, la cité construite par les frères Henri et Robert Chevallier se voit attribuer le nom du soviétique Youri Gagarine, le premier homme envoyé dans l'espace, qui vient lui-même faire une spectaculaire inauguration deux ans plus tard⁸⁷.

Les communistes font de cette croissance urbaine nouvelle un ressort de leur propre expansion. Notamment dans les zones semi-rurales de la grande couronne (Val-d'Oise et Essonne), le grignotage du territoire par les « cités » s'accompagne de l'installation de municipalités communistes dynamiques, comme à Sarcelles, avec Henri Canacos, ou à Grigny, avec André Rodriguez. De même que les édiles communistes se sont identifiés à la valorisation des lotissements d'avant-guerre, leurs successeurs des années 1960 s'attachent à l'équipement des nouvelles cités. Émile

85 Raymond Guglielmo et Brigitte Moulin, « Les grands ensembles et la politique », in *Après les banlieues rouges, Hérodote*, n° 43, 4^e trimestre 1986.

86 Susanna Magri, « Le logement et l'habitat populaire de la fin du XIX^e siècle à la Seconde Guerre mondiale », in Annie Fourcaut, *Un siècle de banlieue parisienne*, ouv. cit.. La maquette de la Cité verticale de Villejuif : <<https://francearchives.gouv.fr/facomponent/ba53ad67db9430b10d67c385f25affdd21eb1759>>.

87 La cité Gagarine a été détruite en septembre 2019.

Aillaud s'essaie à penser de nouvelles formes pour les grands ensembles, à Nanterre et à Grigny⁸⁸. Dans la cité nouvelle des Courtilières (bâtie entre 1956 et 1959), c'est à cet objectif prioritaire que se consacre l'équipe municipale de Jean Lolive, après son élection à Pantin, en mars 1959⁸⁹. C'est d'ailleurs à Pantin que démarre en 1960 l'activité de l'Atelier d'urbanisme et d'architecture, qui réunit des urbanistes, des ingénieurs, des paysagistes et des plasticiens et qui contribue à transformer profondément des villes comme La Courneuve, Romainville, Saint-Ouen ou Aubervilliers⁹⁰.

Dans la petite couronne elle-même, les années d'expansion de la décennie 1960-1970 s'accompagnent d'un effort de dynamisation de la gestion communiste classique. Celle-ci garde ses archétypes fondateurs : le sérieux de la politique « sociale », l'attention au tissu de sociabilité populaire, la place importante accordée à la manifestation publique encadrée et à la communication. Dans le prolongement des actions culturelles pionnières de l'entre-deux-guerres se met en outre en place une politique culturelle ambitieuse, combinant l'implantation d'équipements culturels de masse et les initiatives « de prestige » : le théâtre à Aubervilliers, Gennevilliers et Ivry, autour de Gabriel Garran, de Bernard Sobel et d'Antoine Vitez, l'art moderne à Vitry autour de ce qui deviendra le Mac-Val au début des années 2000.

Le communisme municipal s'organise

Une génération nouvelle d'élus, comme Louis Bayeurte à Fontenay-sous-Bois ou Marcel Rosette à Vitry, prend conscience de la nécessité d'intégrer à la fois les modalités nouvelles de la sociabilité et l'exigence d'une maîtrise globale du cadre urbain.

88 Sur le cas d'Émile Aillaud, un point de vue critique : <<https://chroniques-architecture.com/emile-aillaud-grands-ensembles/>>.

89 Céline Vaz, « Pantin à l'heure des grands ensembles. Affirmation et limites d'une gestion municipale de la ville », in Emmanuel Bellanger, Jacques Girault (dir.), *Villes de banlieue. Personnel communal, élus locaux et politiques urbaines en banlieue parisienne au XX^e siècle*, Paris, Creaphis, 2008.

90 Fondé à l'initiative de Jacques Allégret, l'AVA a été rejoint notamment par les architectes Jean Perrottet, Jean Tribel, Michel Steinnebach, Richard Slama, Paul Chemetov, Jean Deroche, Jacques Kalisz, Henri Ciriani, Borja Huidobro...

Jusqu'alors, la croissance de la périphérie s'est faite en respectant le partage des tâches républicain, fondement d'un certain équilibre francilien entre gaullisme et communisme: l'équipement et l'urbanisme incombent à l'État et à ses services régionaux, le travail social de quartier revient aux communistes.

Dans la seconde moitié des années 1960, une ébauche de politique urbaine s'esquisse du côté communiste, à partir de Sarcelles et de Fontenay-sous-Bois⁹¹, toutes deux conquises en 1965. Des opérations ambitieuses de rénovation des centres-villes sont mises en chantier, autour de Jean Renaudie à Ivry et à Givors, d'Henri Ciriani à Saint-Denis, de Paul Chemetov à Saint-Ouen et d'Oscar Niemeyer au Havre⁹². La recherche de formes nouvelles de participation des administrés vise à compenser l'affaiblissement des relais traditionnels des groupes inducteurs et des « organisations de masse ». Les consultations de la population, relayées par une information municipale modernisée, viennent compléter les formes maintenues de mobilisation (pétitions, délégations, manifestations) qui continuent, de façon plutôt efficace, ce mixte de négociation et de confrontation caractérisant, depuis les années 1930, les rapports des municipalités et des organismes de tutelle, préfectures et bureaux ministériels.

Pour donner vie à cette recherche de mise à jour, les communistes s'efforcent d'améliorer leurs propres outils politiques. Depuis les années 1920, deux structures coordonnent la politique municipale des communistes. La définition de la « ligne » incombe au Comité central et à sa Commission municipale centrale, selon « le principe léniniste de la subordination [...] au Comité central », rappelé par Jacques Duclos en 1956⁹³. Pas question, affirme le numéro deux du parti, de dessaisir les directions du parti de leur rôle: « C'est le Parti

91 Le cas de Louis Bayeurtte à Fontenay-sous-Bois est décrit par Raymond Pronier, *Les Municipalités communistes*, *op. cit.*, p. 247 et suivantes.

92 Benoît Pouvreau, « Quand communisme municipal rimait avec laboratoire urbain (1944-1986) », Actes des journées « Les territoires du communisme », Paris, CHS – Paris 1, décembre 2009.

93 Jacques Duclos, « Les municipalités au service des masses laborieuses », art. cité.

qui assume la direction du travail des élus communistes, aussi bien dans les conseils municipaux que dans les autres assemblées élues ».

Pour mettre en œuvre la ligne, les directions s'appuient sur une association d'élus communistes qui « vise à documenter les élus » et à « agir pour obtenir des crédits pour les communes ». En mai 1945, au lendemain des élections municipales, le secrétariat décide de relancer, sous l'autorité de Raymond Barbet, maire de Nanterre, l'Union des municipalités communistes, dotée de trois « instructeurs », eux-mêmes placés sous la tutelle d'une « fraction municipale centrale »⁹⁴.

Cette association est-elle réservée aux seuls élus communistes ou doit-elle s'ouvrir aux « républicains » ? En mai 1945, le secrétariat du PCF envisage, à côté de l'Amicale, de lancer une « Union des municipalités patriotiques, républicaines et antifascistes », dont il veut proposer la direction à Édouard Herriot, flanqué d'adjoints communistes régionaux. La tension, puis la rupture entre les alliés de la Résistance, rendent vite caduque la recherche d'une telle structure. Les communistes se rabattent donc sur la formule qui consiste à ouvrir les rangs de leur propre association.

Avec l'accord du secrétariat du PCF⁹⁵, l'association des élus communistes décide de se transformer en 1949. En 1950, elle prend le nom d'Amicale nationale des Élus Républicains, dont la direction est confiée à Waldeck L'Huillier, maire de Gennevilliers, alors même qu'il avait été sévèrement critiqué en 1956 pour n'avoir pas respecté suffisamment le principe de « subordination »⁹⁶. Mais la structure reste officiellement sous le contrôle

94 Décision du secrétariat du 14 mai 1945, Archives Départementales de Seine-Saint-Denis.

95 Le 27 septembre 1949, le procès-verbal du Secrétariat note qu'il est d'accord « pour un changement du titre de l'organisation permettant son élargissement à des élus non communistes ».

96 Catherine Dupuy, « le communisme municipal de banlieue : Gennevilliers, bastion rouge (années 1930-années 1960) », in Jacques Girault (dir.), *Des communistes en France (années 1920-années 1960)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002.

étroit du secrétariat du PCF⁹⁷, tout en cherchant à s'adapter pour être mieux compatible avec la stratégie d'union de la gauche. En 1963, elle se transforme ainsi en Fédération Nationale des Élus Républicains municipaux et cantonaux (FNER), toujours sous la direction de Waldeck L'Huillier⁹⁸, et publie un bulletin régulier, *L'Information municipale*. À cette date, la FNER est le point de ralliement unique des élus communistes, la gestion directement politique restant bien sûr assumée par la direction nationale elle-même, longtemps sous la houlette d'André Marty puis de Jacques Duclos.

En 1977, le PCF décide de refondre les structures d'encadrement de l'action municipale communiste, au lendemain de la moisson de mairies qu'entraîne le scrutin de mars. Les 4 et 5 juin 1977, une grande rencontre nationale réunit 1 100 élus communistes à Nanterre, pour décider, sous la présidence de Charles Fiterman alors numéro deux du parti, la création d'une Association nationale des élus communistes et républicains (ANECR), qui prend la place de la Fédération présidée par Waldeck L'Huillier. Le 8 octobre, l'association naît effectivement, sous la direction de Marcel Rosette, jusqu'alors maire de Vitry.

Publiant une revue destinée aux élus (*L'Élu d'aujourd'hui*), dotée d'antennes départementales et de centres de formation, la nouvelle association veut contribuer à moderniser la gestion communiste dans une phase d'expansion maximale du communisme municipal. Cette création, en tout cas, met fin à la dualité des structures inaugurée dans les années 1920. Il n'y a plus de « commission municipale » : la coordination des élus revient entièrement à l'ANECR, le Comité central conservant un « secteur Élections », dont le seul rôle est de veiller aux équilibres de

97 Par exemple, le 2 juillet 1954, le secrétariat réaffirme le rôle de l'Amicale des élus (« s'efforcer d'établir sur une large base d'union de meilleurs rapports avec les municipalités et élus non-communistes notamment avec les municipalités et élus socialistes »), tout en précisant que « ce sont les organismes réguliers du Parti (Comités fédéraux, de sections, etc.) qui ont la responsabilité de la direction des municipalités communistes ». Le 25 novembre 1955, le même secrétariat donne son « accord pour que les municipalités communistes augmentent le prix de la licence des débits de boisson » !

98 Comme la précédente, elle est placée sous la présidence de Waldeck L'Huillier.

la représentation électorale du PCF et de préparer les grandes négociations qui précèdent chaque élection.

La crise d'un modèle

En fait, constituée au moment de l'apogée, l'association des élus doit faire face au repli, puis au déclin. La synergie qui s'était construite entre un tissu social populaire, une sociabilité locale, un encadrement partisan solide et une méthode de gestion locale, s'est érodée peu à peu. Dès les années 1970, elle est mise à mal par les mutations dans les rapports des classes, le déplacement des « groupes inducteurs », le glissement général des formes de sociabilité et des grandes représentations collectives. À cela s'ajoutent les modifications profondes des représentations qui structurent l'univers partisan et les concurrences qui s'exacerbent autour de l'expansion urbaine.

Avec les années soixante, la banlieue voit se ranimer la vieille peur des quartiers populaires et des « classes dangereuses »⁹⁹. Les « blousons noirs » prennent la relève des « apaches » du début du siècle. En 1962, le très réactionnaire Michel de Saint-Pierre n'hésite pas à affirmer que « les grands ensembles immobiliers sont des fabriques de Blousons noirs »¹⁰⁰, dont Sarcelles est présentée comme l'archétype par *L'Aurore* du 2 juillet 1962. Mais les mouvances de droite ne sont pas les seules à porter un regard critique. En 1960, à propos de la ville nouvelle de Mourenx, associée au site d'extraction du gaz de Lacq, le philosophe marxiste Henri Lefebvre publie un article mordant, dans lequel il évoque la nécessité d'une « lutte contre l'ennui », dont il dit qu'elle conditionne « jusqu'à un certain point, le sens et le destin de la modernité »¹⁰¹.

99 Stéphane Beaud, Michel Pialoux, *Violences urbaines, violences sociales. Genèse des nouvelles classes dangereuses*, Paris, Fayard, 2003.

100 Michel de Saint-Pierre, *L'École de la violence*, Paris, La Table ronde, 1962.

101 Henri Lefebvre, « Les nouveaux ensembles urbains. Un cas concret : Lacq-Mourenx et les problèmes urbains de la nouvelle classe ouvrière », *Revue française de sociologie*, 1960. La formule, qui reprend celle de Lamartine en janvier 1839 (« La France est une nation qui s'ennuie ! »), préfigure aussi celle de Pierre Vianson-Ponté, dans *Le Monde* du 15 mars 1968 (« Quand la France s'ennuie... »).

Par la suite, les images se déplacent encore avec les premières émeutes, à La Courneuve et à Vaulx-en-Velin. L'ennui laisse la place à la « galère »¹⁰². Entre 1975 et 1990, la banlieue passe de 15,5 millions à 18,2 millions d'habitants et elle s'associe dans les représentations à la violence, à la précarité sociale et la présence accrue des populations immigrées. C'est le moment où, du fait de l'expansion banlieusarde, l'action sur la banlieue devient le cœur de ce que l'on appelle « la politique de la ville »¹⁰³. Le moment aussi où ses représentations se disloquent : on passe du singulier au pluriel, de la banlieue aux banlieues, quand ce n'est pas, de plus en plus, aux « quartiers ».

À ces évolutions qui touchent l'ensemble des acteurs de la vie publique, s'ajoutent des éléments qui affectent plus spécifiquement l'univers communiste, notamment dans l'aire d'extension des périphéries urbaines.

La gestion communiste, de l'entre-deux-guerres aux années cinquante, a contribué à la valorisation de l'espace de la banlieue et, plus généralement, à celui des territoires populaires liés à l'industrie. Les premières années de la flambée urbaine, après 1945, confortent un peu plus la perception d'une modernisation soutenue par l'État, qui débouche sur l'amélioration réelle des standards de confort et de salubrité (accès à l'eau courante, aux toilettes et à la salle de bains). Or, la phase de construction accélérée de logements neufs, qui a ouvert l'accès du logement urbain aux ruraux déracinés, se ralentit au milieu des années 1970¹⁰⁴ et, cette fois, le fléchissement s'accompagne d'un phénomène inverse de dévalorisation. Au cœur du processus, toujours centré sur le logement, se trouve le grand ensemble. Sa percée

102 François Dubet, *La Galère : jeunes en survie*, Paris, Fayard, 1987. Sur les émeutes en longue durée, Alain Bertho, *De l'émeute à la démocratie*, Paris, La Dispute, 2024.

103 Son cadre global est tracé par trois rapports : Bertrand Schwartz, *Insertion professionnelle des jeunes*, 1981, Gilbert Bonnemaïson, *Prévention de la délinquance*, 1983 et Hubert Dubedout, *Ensemble refaire la ville*, 1983.

104 Susanna Magri, *Logement et reproduction de l'exploitation : les politiques étatiques du logement en France 1946-1972*, Paris, CSU, 1977.

avait accompagné la seconde extension de l'aire d'influence municipale du PCF ; sa crise va coïncider avec son érosion¹⁰⁵.

Associée au mieux-être dans la phase précédente, la ZUP passe de l'émerveillement du confort résidentiel enfin acquis à l'uniformité et à la rapide dégradation des grandes constructions à faible coût, aux matériaux standardisés et rarement durables. La critique de la « sarcellite » devient un thème récurrent (« métro, boulot, dodo »¹⁰⁶), dans la presse écrite comme à la télévision ou au cinéma. Les ménages en ascension sociale et encore relativement protégés dans leur statut aspirent ainsi à d'autres conditions de logement. Beaucoup se déplacent vers les couronnes extérieures et contribuent à l'essor de la « rurbanisation¹⁰⁷ ». Les ménages les plus précaires, eux, se trouvent captifs d'un environnement urbain rapidement dégradé.

La dévalorisation de portions entières de territoires par les mécanismes du marché est accentuée par la montée de l'immigration et les effets du regroupement familial. La résorption des zones d'habitat insalubre et des grands bidonvilles (destruction amorcée entre 1961 à Nanterre et 1976 à Nice) accroît la concentration des familles immigrées dans les zones de logement social dense, et donc en priorité dans les villes à direction communiste. La fixation de ces populations dans les espaces d'habitat collectif « aidé » (les mécanismes de l'aide publique au logement - APL) accélère un peu plus, en retour, le départ des groupes les plus aisés et ouvre la voie à la constitution de zones de pauvreté qui évoquent volontiers les « ghettos » à l'américaine. Dans les représentations associées au communisme municipal s'installe, comme une évidence, l'équation qui identifie inexorablement ville communiste, ville de pauvres et ville d'immigrés.

105 Simon Ronai, « La crise des grands ensembles et les nouvelles politiques municipales », *Hérodote*, n° 43, 1986, p. 75-89.

106 Formule tirée d'un poème de Pierre Béarn, publié en 1951 chez Seghers : « Au déboulé garçon pointe ton numéro/Pour gagner ainsi le salaire/D'un énorme jour utilitaire/Métro, boulot, bistrot, mégots, dodo, zéro ». En 1968, le texte est distribué dans le théâtre de l'Odéon occupé, faisant de la trilogie le symbole de l'uniformité aliénante de l'univers ouvrier francilien.

107 Gérard Bauer, Jean-Michel Roux, *La Rurbanisation ou la ville éparpillée*, Paris, Éditions du Seuil, 1976.

Longtemps territoire de l'enracinement et des déplacements réduits, la France devient un pays dans lequel la mobilité résidentielle se fait massive. Mais la mobilité et la stabilité varient à l'extrême, selon les conjonctures et les catégories concernées. Les couches moyennes et les strates protégées du salariat peuvent aller chercher, dans les périphéries plus lointaines, un cadre de vie plus agréable et accéder à la propriété. Mais les plus démunis, déplacés des zones insalubres et des taudis, se trouvent relégués de fait dans des espaces locatifs dépréciés et souvent dégradés, qui cumulent la précarité de l'emploi et l'immobilisation dans les logements « aidés ».

Départ volontaire des uns et stabilité résidentielle forcée des autres : la commune de périphérie passe ainsi, de l'image d'un territoire valorisé par la qualité des équipements publics, à celle d'une aire dépréciée par la double tendance du retrait industriel et de la parcellisation du tissu urbain. Les friches industrielles se multiplient. Dans les années 1960-1970, Ivry voit disparaître 110 000 emplois industriels et la ville perd des habitants jusqu'aux années 2000. De son côté, Saint-Denis perd un quart de ses effectifs salariés entre 1975 et 1992. La proximité du lieu de travail et du logement disparaît de la quotidienneté populaire.

Le bouleversement dans les profils de la gestion publique accentue les effets pour le PCF de ces transformations. Des années 1920 aux années 1960, s'était installé un partage des tâches entre un État entrepreneur et stratège, agissant sur l'aménagement du territoire, et des municipalités chargées de la gestion quotidienne du social. Or cet équilibre, fait de tensions, de négociations et de compromis permanents, est remis en cause, par l'effritement de l'État-providence, par l'essor de la décentralisation et par la mutation profonde des enjeux du territoire. La ville, qui domine par le nombre¹⁰⁸, est désormais en elle-même un territoire de valorisation, aussi important que l'était la qualité technique de l'entreprise mécanicienne de la seconde révolution industrielle.

108 La population urbaine est devenue majoritaire dans l'entre-deux-guerres. Sa part est passée de 53 % en 1936 à 70 % en 1968 (73 % en 1977). De plus, depuis 1981, la banlieue dépasse la ville-centre dans les unités urbaines multicommunales.

La qualité des territoires et leur équilibre social sont ainsi promus au rang d'enjeux majeurs de société. L'accès égal aux services urbains, l'équilibre du fonctionnel et de l'affectif et la synergie des espaces publics et des espaces privés tendent à occuper la place structurante qui était autrefois celle des statuts du travail et de la redistribution des ressources. Les exigences anciennes du mouvement ouvrier, loin de disparaître, gagnent même en force avec le grand retour de la machine inégalitaire. Elles se sont toutefois insérées dans des enjeux territorialisés formant désormais la toile de fond de la « question urbaine », jusqu'à en constituer son cœur.

Or l'évolution du cadre urbain, à partir des années 1970, fait l'objet d'injonctions contradictoires¹⁰⁹, témoignant de la difficulté à appréhender la fabrique de la ville dans sa globalité sociale. Depuis la circulaire diffusée par Olivier Guichard¹¹⁰, le 21 mars 1973, pour mettre fin à la construction de grands ensembles, la France a connu une dizaine de « plans banlieue » sur quatre décennies. Ces plans oscillent entre la tentation de réguler l'expansion urbaine par l'attention portée à la qualité du cadre bâti et la préoccupation prioritaire portée sur l'accompagnement social dans ses différentes manifestations, y compris sécuritaires. Le tout se trouve enserré dans une logique économique globale qui, depuis 1982, repose sur l'obligation impérative d'une limitation de la dette publique et donc d'une maîtrise au plus juste de la croissance des dépenses de l'État et des collectivités.

Les butoirs de la gestion sociale

L'effort financier en direction des zones urbaines sensibles est considérable, mais ne parvient pas à maîtriser une logique de peuplement qui dépend désormais des contraintes du marché immobilier, des choix opérés par les bailleurs privés et de l'allocation globale des ressources, bien plus que de l'action volontaire des pouvoirs publics. Du coup, la spirale inégalitaire n'a pas

109 Simon Ronai, « Crise des banlieues 2023 : les injonctions contradictoires », *Vie publique*, 27 septembre 2023 (<https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/291112-crise-dans-les-banlieues-2023-les-injonctions-contradictaires>).

110 Il est alors ministre de l'Aménagement du territoire et de l'équipement.

été enrayée et s'est même trouvée accentuée. Or, dans le même temps, la pente décentralisatrice amorcée en 1983 se traduit par le fait que les mairies ont un rôle croissant, notamment en matière d'urbanisme et de sécurité. De ce fait, elles héritent aussi de la responsabilité perçue des dysfonctionnements et des manques.

Cela se produit à un moment où se remodelent, à l'échelle de la société tout entière, les frontières de l'espace public et de l'initiative privée. Le service public historique, base quasi exclusive de l'accès aux services des catégories modestes, a du mal à se maintenir et à s'adapter dans tous les territoires. Pour équilibrer les budgets, l'appel au privé, la délégation de service public et la sous-traitance s'étendent, au risque d'une réduction de l'accès égal aux services. Et, même si la part publique se maintient, son exercice peut avoir souvent des effets pervers : l'aide au logement, naguère source de promotion résidentielle, tend à enfermer les catégories modestes dans des zones déclassées, aggravant ainsi la ségrégation socio-spatiale¹¹¹.

Le dilemme classique de toute gestion communiste (celui qui oppose la fourniture élargie de prestations de qualité et la nécessité de contenir la pression fiscale exercée sur les habitants) atteint son paroxysme, dans des villes par ailleurs souvent déstabilisées par la récession économique et la perte de ressources qui en résulte. Confrontées à la montée des populations pauvres attirées par le logement social accessible, défavorisées fiscalement par le retrait de l'activité industrielle et par la part moindre des propriétaires, les villes communistes affichent un dynamisme modernisateur moins visible que d'autres, mieux dotées en ressources.

Face à cette situation délicate, les équipes municipales fustigent le « désengagement de l'État » et le « non-transfert des ressources » et appellent à la mobilisation des populations, sans pouvoir rompre avec les contraintes qui pèsent de plus en plus lourdement sur leur gestion et sur l'originalité de leurs réalisations. Voilà les municipalités en place confrontées à des choix stratégiques complexes. La dégradation perçue de l'espace banlieusard pousse à des politiques de modernisation structurelle

111 Le mécanisme en est décrit par Simon Ronai, « La crise des grands ensembles », art. cité.

massive (bâti, transports, équipements), mais ces restructurations accélèrent la hausse des prix immobiliers et accentuent le déséquilibre en faveur des couches moyennes et supérieures.

Ces municipalités hésitent ainsi entre le désir de freiner l'éviction des catégories populaires et la crainte de heurter de front l'attente des modernisations nécessaires. La municipalité du Havre s'est trouvée ainsi prisonnière malgré elle de cette tension. Elle avait réussi à gérer la reconstruction complète de la ville centre entre 1945 et les années 1970, parvenant à maintenir un certain équilibre dans l'occupation du parc social de logements. Mais les années 1970 sont difficiles, avec la désindustrialisation (automobile, chimie, pétrochimie, construction navale et activité portuaire) et une forte montée du chômage. Du coup, les arbitrages deviennent délicats entre le maintien des équilibres anciens et un réaménagement des dynamiques urbaines et de l'action économique. Face à des attentes populaires nouvelles et à une pression de la droite locale en faveur d'une politique d'investissement, l'équipe municipale s'est trouvée enfermée dans l'image d'un collectif sans grand projet, figé sur sa clientèle sociale. En 1995, André Duroméa, maire depuis 23 ans, doit laisser sa place au candidat de la droite havraise, Antoine Rufenacht.

De son côté, Saint-Denis suit, au départ, un cheminement proche de celui du Havre : une restructuration complète du centre-ville, d'abord sous les auspices d'André Lurçat et de son projet de « cité-jardin urbaine ». Confrontée comme Le Havre à une violente désindustrialisation, la « ville des rois » finit par faire un pari différent. Au début des années 1990, contre l'avis de l'ancien maire, Marcellin Berthelot, l'équipe municipale dirigée par Patrick Braouezec décide d'assumer la logique intercommunale et de s'inscrire dans le projet de restructuration complète de l'ancienne zone ouvrière de Plaine-Commune, autour de la construction du Stade de France. Force est de constater que, si la résistance du communisme dionysien a été plus longue, au bout du chemin, le résultat est le même : en 1995 pour Le Havre et en 2020 pour Saint-Denis, les communistes ont été écartés du pouvoir communal.

L'impact des migrations

La question des migrations vient par ailleurs envahir le paysage symbolique de la banlieue et heurte de plein fouet la gestion communiste, qui avait pourtant assumé largement l'intégration dans la vie locale des générations immigrées précédentes. Dès la fin des années 1970, la forte poussée de l'immigration va toucher les périphéries urbaines, notamment parisienne qui voit le nombre d'étrangers doubler entre 1962 et 1975, pour atteindre 1,3 million de personnes, soit 12,5 % de la population. Dès lors, le logement social va remplacer les usines comme facteur de localisation des étrangers¹¹². De 1968 à 1975, la part des immigrés dans le parc social passe de 8,9 % à 11,7 %. Théoriquement, la limite suggérée par la DATAR en 1972 était de 15 %, mais le seuil est largement dépassé dans certaines zones. Dans la cité des 4 000, à La Courneuve, le taux dépasse les 40 %. Dans la cité de la Grappinière, à Vaulx-en-Velin, le pourcentage passe de 10 % en 1968 à 35 % en 1975. Dès 1974, l'Union nationale des HLM et le Commissariat au Plan alertent sur le rejet, à la périphérie des villes, des populations les plus défavorisées, à un moment où l'univers médiatique diffuse largement l'image répulsive des banlieues associées à la montée de la délinquance et des rodéos urbains. Les municipalités communistes sont au cœur de cette évolution.

Les communistes sont loin d'être les seuls à gauche à se trouver confrontés au problème. En mai 1980, au lendemain des émeutes de la ville voisine de Vaulx-en-Velin, le maire socialiste de Villeurbanne, Charles Hernu, va jusqu'à mettre en cause la communauté maghrébine, tenue pour responsable de la délinquance, dans des cités qu'il avait désignées quelque temps auparavant comme des « viviers à délinquance ». « Il y a plus d'Italiens que de Maghrébins dans Villeurbanne, or il n'y a pas de problème italien », déclare-t-il à un journaliste du *Matin*. C'est toutefois le PCF qui fait les frais de cette crispation, autour

112 Marie-Claude Blanc-Chaléard, « Les immigrés et la banlieue parisienne. Histoire d'une aventure urbaine et sociale (xix^e-xx^e siècles) », dans Marie-Hélène Bacqué, Emmanuel Ballanger, Henri Rey, *Banlieues populaires. Territoires, sociétés, politiques*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2018

de l'affaire du bulldozer de Vitry (1980) et de la dénonciation publique pour suspicion de drogue d'une famille de Marocains de Montigny-lès-Cormeilles, dans le Val-d'Oise (1981)¹¹³.

Dans cette période, le PCF est sensible à l'idée d'un arrêt des flux migratoires et d'une redistribution de la répartition des populations immigrées, sans aller toutefois jusqu'à l'exigence de quotas. La manière brutale de régler les problèmes évoqués (la destruction immédiate de logements immigrés par ailleurs insalubres à Vitry, la dénonciation publique à Montigny) suscite un tollé et contraint le PCF à un long silence, sans que la question ait été traitée sereinement et dans son ampleur. Or, elle s'installe durablement dans l'espace périphérique urbain, alimentant une double insatisfaction. D'un côté, les générations qui suivent la vague d'immigration ressentent les effets persistants des discriminations à l'égard des « racisés » et souffrent d'une carence de représentation dans les conseils municipaux et les organisations locales. D'un autre côté, attisées par la pression des extrêmes-droites, se réactivent les vieilles méfiances à l'égard des migrants et de leur descendance, le glissement s'opérant par ailleurs du « maghrébin » suspect au « musulman » et, bientôt, à « l'islamiste ».

Des sociabilités locales bouleversées

Le troisième nœud de crise se trouve au cœur même de la sociabilité locale. En 1982, dans la petite couronne parisienne, deux communes sur trois étaient en majorité ouvrières ; elles ne sont plus qu'une sur deux dès 1999. Dans le même temps, les communes où dominent les cadres ont été multipliées par trois. Les catégories populaires gardent certes une place notable dans l'espace communiste local. Mais elles se tassent numériquement par le départ de groupes anciens. Et elles se transforment dans leur composition, avec le recul des groupes inducteurs qui organisaient le monde ouvrier d'hier et avec la montée d'une polarité sociale distinguant et même séparant les mieux nantis et les plus

113 Au début de 1981, c'est Robert Hue, le futur Secrétaire national du PCF, qui est maire de Montigny-lès-Cormeilles.

précaires qui se mélangent de moins en moins. Les années 1930-1950 avaient tendu à unifier relativement l'espace urbain périphérique autour des groupes moteurs de l'industrie et de leur sociabilité expansive. Ces groupes se résorbent ou s'éloignent, mais leur recul est plus que celui d'un groupe social : c'est une sociabilité qui se défait. À la place, on voit émerger de nouvelles formes, soit celles que portent des classes moyennes en expansion, avec les associations qu'elles contrôlent, soit celles qui accompagnent l'existence des groupes les plus précaires, souvent liées aux étapes les plus fortes de l'immigration.

La croissance démographique, ralentie depuis 1975, cache ainsi une différenciation notable qui diversifie à l'extrême la dialectique de la stabilité et de la mobilité, à un moment où s'accroît la distance entre le lieu de travail et celui de l'habitat. L'espace communiste, surtout dans la périphérie de petite couronne, enregistre l'arrivée de couches moyennes-supérieures et de couches moyennes écartées des villes-centres. En revanche, la rétraction des groupes ouvriers anciens dit à la fois le vieillissement général de la classe et son départ vers les périphéries plus éloignées des strates ouvrières antérieures. La population actuelle comporte donc trois groupes dont les intérêts peuvent diverger : les catégories populaires classiques qui demeurent dans tous les types de quartier et qui, dans les zones de population plus pauvre, peuvent vivre le risque du déclassement (Gennevilliers, Saint-Denis) ; une population précarisée, mais non sans ressource (scolaires notamment), qui peut trouver dans l'homogénéité relative des « quartiers » la base de sa survie ou de son développement (Grigny, Stains, La Courneuve) ; une population plus aisée, qui côtoie les catégories populaires relativement stables, mais pas les plus précarisées, et qui peut souhaiter la « moyennisation » par le haut des espaces urbains (Montreuil, Malakoff).

Or ces groupes oscillent eux-mêmes, comme le mouvement ouvrier des origines, entre l'exigence fière et combative de l'accès aux droits et la tentation du ressentiment violent et de la clôture sur soi, sur l'individu concurrent de tous les autres ou sur la communauté restreinte et protectrice, d'origine et/ou de religion. Au total, la texture des cultures de classe se délite pour laisser la place à des identifications nouvelles qui n'excluent

pas la critique de l'ordre dominant et la recherche de nouvelles utopies, mais qui, pour l'instant tout au moins, les recouvrent massivement par les thématiques défensives de l'identité et de la peur « de ne plus être chez soi ». La désagrégation de l'entre-soi ouvrier ancien et la substitution d'un clivage ethnique au clivage de classe d'autrefois accentuent la rupture des équilibres locaux anciens¹¹⁴.

Le grand retournement

Le noyau des crises locales se trouve donc dans ce grand retournement historique : l'espace urbain populaire, toujours divers, avait tendu à s'unifier ; désormais, les inégalités croissantes figent la diversité en différences, ne semblant laisser de choix qu'entre l'indifférence aux différences d'un côté, la fascination de la différence en elle-même de l'autre côté. Les catégories populaires sont toujours là, mais il n'y a plus de groupe central pour les unifier. C'est donc la question de la possibilité ou de l'impossibilité d'inverser cette tendance contemporaine à la fragmentation qui est au cœur des alternatives.

Les anciennes structures de socialisation et de politisation sont elles-mêmes en déshérence, et notamment celles qu'irriguait le monde communiste. Les corps intermédiaires d'hier, syndicats et associations, ont été désertés, sans que s'installent des formes pérennes de substitution. La période actuelle est donc marquée à la fois par une certaine dilution de « l'exceptionnalité » sociale de cet espace et par une phase d'incertitude profonde de l'identification à gauche, dans toutes les composantes. Les déterminants de gauche fonctionnent, mais moins que par le passé, de façon moins stable et dans une différenciation interne croissante. Si l'espace communiste reste plus à gauche que la moyenne, il l'est moins qu'auparavant et il ne l'est plus de façon uniforme à toutes les élections. À cette fragilité globale s'ajoute la moindre cohésion de cet électorat : l'hégémonie communiste à l'intérieur de la gauche est de moins en moins une réalité. Les récentes élec-

114 David Gouard, *La Banlieue rouge. Ceux qui restent et ce qui change*, Bordeaux, Le Bord de l'eau, 2014.

tions, notamment les européennes de 2024 ont montré que le vote communiste, dans les villes toujours dirigées par des communistes, est doublement menacé, en région parisienne par celui en faveur de la France insoumise et, ailleurs, par la tentation du vote pour le Rassemblement national.

Les territoires populaires sont ainsi au cœur d'un éclatement du lien social qui nourrit les images – par ailleurs vivement contestées¹¹⁵ – d'une « archipélisation » de la France. L'ampleur des inégalités y débouche sur des rancœurs et des colères qui tournent volontiers au ressentiment. Les générations plus jeunes, frappée par le chômage de masse et l'épuisement des formes précédentes d'intégration par le travail et l'accès à l'instruction, se trouvent en outre touchées par une logique policière de contrôle et de répression que nourrit la montée des trafics de drogue. Dans l'ensemble, elles se reconnaissent de moins en moins dans des équipes municipales qui ne reflètent plus la composition populaire de leur ville, en tout cas avec la même densité qu'autrefois.

Aujourd'hui, plus des 2/3 des jeunes nés en Seine-Saint-Denis ont au moins un parent né à l'étranger. Le sentiment d'une mise à l'écart grandit dans ces générations que l'on dit « issues de l'immigration ». Il est exacerbé par l'échec du mouvement « beur », les tentatives de récupération socialistes autour de « SOS-racisme », l'impossibilité des contacts avec les partis politiques traditionnels¹¹⁶. La situation explosive qui en résulte s'extériorise dès lors, sous la forme de violentes émeutes, comme ce fut le cas en novembre 2005 à partir de Clichy-sous-Bois, et en juin 2023, à partir de Nanterre¹¹⁷. Alors que les municipalités communistes avaient tissé des liens avec l'immigration ouvrière

115 Par exemple : <<https://metropolitiques.eu/Un-recit-anxiogene-adosse-a-une-geographie-inventive.html>>.

116 Mohamed Mechmache, « Témoignage. S'engager politiquement dans les quartiers populaires, un itinéraire de militant », dans Bacqué, Bellanger, Rey, *Banlieues populaires*, op. cit.

117 Alain Bertho, *De l'émeute à la démocratie*, Paris, La Dispute, 2024. Julien Talpin, *La Colère des quartiers populaires. Enquête socio-historique à Roubaix*, Paris, PUF, 2024. Didier Lapeyronnie et Michel Kokoreff, *Refaire la cité. L'avenir des banlieues*, Paris, Seuil, 2013.

entre les années 1930 et les premières décennies d'après-guerre, elles peinent à intégrer les nouveaux immigrants et leurs descendances. Ainsi, s'est peu à peu déconstruit « le lien historique entre la gauche, les jeunes et les immigrés »¹¹⁸.

118 Simon Ronai, « La Seine-Saint-Denis entre résistance et adaptation au fait métropolitain », dans Bacqué, Bellanger, Rey, *Banlieues populaires*, *op. cit.*

**Où en est
le communisme
municipal ?**

Le projet d'élévation par le haut du monde populaire, qui fondait le dynamisme du communisme municipal, s'est heurté à la réalité de la précarité, de la relégation et des discriminations de tous types. Politiquement, les équipes municipales ne mobilisent qu'une faible partie des catégories populaires de leur ville, le plus grand nombre d'entre elles se retrouvant du côté de la démobilisation civique, abstention et non-inscription¹¹⁹. Elles ne sont pas les seules dans cette situation. Depuis quelques décennies, notamment dans les périphéries urbaines, il n'est pas rare de voir des équipes municipales exercer un pouvoir local, après avoir été élues par 10 à 13 % de la population résidente.

Une originalité sociologique moins visible

Les communes de l'espace communiste maintenu sont en moyenne un peu plus jeunes, comptent plus d'étrangers et davantage de chômeurs. Les formations scolaires les plus courtes y sont plus nombreuses, les plus longues sont moins denses. On y trouve un peu moins de cadres et de professions intermédiaires, un peu plus d'ouvriers et d'employés, sensiblement moins de propriétaires de leur logement et davantage de locataires HLM. La mobilité résidentielle y est aussi un peu plus faible qu'ailleurs : un peu moins de ménages installés depuis moins de deux ans, un peu plus installés depuis plus de dix ans. Il reste donc un zeste d'originalité sociologique globale aux communes administrées par des communistes.

Cette originalité s'estompe toutefois peu à peu. La part des cadres a été multipliée par six entre 1962 et 2022, celle des intermédiaires par trois, tandis que la part des ouvriers et des employés dans la population active a baissé de près d'un tiers. Ce

119 Antoine Jardin, « La Seine-Saint-Denis au prisme des évolutions électorales (2002-2017) », dans Bacqué, Bellanger et Rey (dir.), *Banlieues populaires, op. cit.* Voir aussi Cécile Braconnier et Jean-Yves Dormagen, *La Démocratie de l'abstention*, Paris, Gallimard, 2007.

recul se fait malgré la hausse sensible de la part des employés, ce qui ne compense pas la baisse d'une moitié des effectifs ouvriers. En 1975, les salariés employés et ouvriers comptaient encore pour près des deux tiers des actifs ; ils comptent aujourd'hui pour moitié, à peine plus que leur part dans la population française résidente.

Les cadres et professions intermédiaires augmentent un peu plus qu'ailleurs et, en sens inverse, les catégories les plus populaires se tassent davantage. La croissance démographique ralentie depuis 1975 cache toutefois une différenciation notable qui complexifie à l'extrême la dialectique de la stabilité et de la mobilité. Loin des images rassurantes de la mixité, la géographie sociale des quartiers montre un accroissement des disparités. Une étude sociodémographique portant sur les bureaux de vote dans les villes communistes en 2007 montrait l'importance des écarts selon les quartiers¹²⁰. Les pourcentages variaient de 1 à 9 pour la part des catégories populaires et pour la part des formations supérieures, mais les écarts allaient de 1 à 20 pour les sans-diplômes, de 1 à 30 pour les cadres et professions intermédiaires et de 1 à 660 pour la part des étrangers ! Des ouvriers et des employés, plus ou moins et un peu partout, mais ce n'est pas le cas pour les cadres et moins encore pour les étrangers... Le temps de l'unification relative de la banlieue est passé et, avec lui, celui du rouge prépondérant, des bastions et des écosystèmes d'hier, communistes aussi bien qu'ouvriers. Mais il est vrai que la fin des modèles n'est pas la fin de l'histoire.

Un fait total

Le communisme municipal n'a pas été seulement un lieu où des communistes ont exercé un pouvoir, alors qu'ils en étaient écartés au plan national, si ce n'est dans de brèves occasions et toujours en position subordonnée. Il faut y voir plutôt un fait « total », où s'entremêlent les dimensions institutionnelles, sociales, territoriales et symboliques, dans une dynamique que le

120 Roger Martelli, *Évolution politique et sociodémographique des villes PCF et Front de gauche*, La ville en commun avec le soutien de la Fondation Gabriel Péri, mai 2015.

politique a contribué à unifier et à reproduire, tout au moins pendant quelques décennies.

L'influence communiste en France ne s'est pas limitée à ce monde ouvrier qu'exaltait la formule du « parti de la classe ouvrière » et elle a touché plus largement un univers populaire. Par son ancrage dans un courant plébéen, démocratique et révolutionnaire, le communisme a été celui des villages et des bourgs, comme celui des périphéries urbaines. Son impact le plus dense s'est toutefois concentré dans un espace de plus en plus marqué par l'urbanité, allant de la ville isolée, avec ses faubourgs, jusqu'à la métropole et ses couronnes. Or, à partir de l'entre-deux-guerres, le territoire populaire par excellence a été la banlieue. De ce fait, sans se réduire à elle, le communisme municipal a pu être identifié avant tout comme un communisme de banlieue. Il en a porté l'exigence de reconnaissance, il en a dit la fierté et il a pris sa part dans les efforts de rationalisation et de modernisation amorcés dès la fin du ^{xix}^e siècle, amplifiés entre les deux guerres mondiales, puis déployés après 1945.

Ancré dès les années 1920 dans les bastions de la seconde révolution industrielle, quadrillant politiquement les zones prolétarisées des lotissements et des cités vouées au logement social, le PCF a fait corps avec le triple phénomène de la croissance périphérique, de l'aménagement urbain et du désenclavement d'un groupe ouvrier expansif, peu à peu bénéficiaire de l'arsenal du droit social. D'une certaine façon, il a cherché à réaliser, dans les conditions d'une France longtemps marquée par la ruralité, l'intuition de Marx considérant en son temps que, en s'émancipant, le prolétariat contribuerait à l'émancipation de la société tout entière. Plus que la classe souffrante d'Halluin la Rouge, c'est la classe combative et optimiste des bâtisseurs et de la modernité « vraie » que les communistes ont mis en scène dans le cadre banlieusard.

C'est surtout dans le contexte municipal, rural ou urbain, qu'a été mis en évidence le visage multiforme de la galaxie communiste, et qu'a pu se forger l'utilité fonctionnelle qui a été la base de son expansion. La commune a été ainsi le lieu le plus favorable à l'installation du phénomène de double utilité qui a rapproché les ouvriers et le PCF. Les premiers se sont servis

de l'organisation communiste pour faire prévaloir leurs attentes dans l'espace politique institutionnel ; le second a usé de cette demande de représentation pour asseoir sa légitimité dans le champ politique partisan. Du « gagnant-gagnant », comme on le dit aujourd'hui.

L'apogée de l'implantation municipale, entre 1945 et la fin des années 1970, a coïncidé avec le parachèvement d'un processus à peine entamé dans l'entre-deux-guerres. Des classes populaires et des territoires incertains et morcelés s'unifient sans s'uniformiser, par la conjonction d'un mouvement ouvrier propulsif et du grand compromis historique qui a permis l'installation, entre 1936 et 1968, d'un État-providence. En s'immergeant dans ce processus, le PCF a su colorer symboliquement un espace fait de communes, de banlieues et plus tard de départements, que les représentations courantes ont associé à la couleur rouge. En cultivant la mémoire révolutionnaire et en poussant le plus possible vers la gauche les compromis sociaux, le monde communiste a entretenu la flamme subversive de la révolution et de la « Sociale », tout en occupant à sa manière une part importante de l'espace de correction égalitaire qui fut ailleurs la base d'existence de la social-démocratie.

La fin d'un équilibre

À partir de la fin des années 1970, la conjonction favorable s'est effacée. Si le mouvement ouvrier n'a pas disparu, il n'a plus disposé de la dynamique d'agrégation populaire qui était la sienne, au temps de la croissance industrielle et de celle du groupe ouvrier. De son côté, le mythe soviétique, qui avait offert une forme concrète au grand rêve de la « Sociale », s'est enlisé dans les drames du stalinisme, puis dans la grisaille des années Brejnev, de la « glaciation » et de la « nomenklatura ». Quant aux équilibres fragiles de l'État-providence, ils ont commencé à se lézarder dans les années 1970, avant de subir le choc du grand retournement ultralibéral des années 1980.

Sous la pression mondiale des forces libérales, de la transformation de l'économie et du déclin industriel, les compromis keynésiens et fordistes se sont défaits et les vertus de l'État-providence se sont étiolées. La spirale des inégalités a repris son

cours. La tendance à l'unification des territoires populaires et de la banlieue a laissé la place à la dispersion et à l'eldorado de la valorisation individuelle et de la compétitivité, en même temps que la reconnaissance de la banlieue s'est vue contestée par un retour des images dévalorisantes, dans l'esprit de la vieille stigmatisation des « classes dangereuses » d'hier¹²¹.

D'une certaine façon, la pratique municipale communiste a fini par être renvoyée au dilemme qui divisait les socialistes des débuts du ^{xx}e siècle. Sans attendre l'avènement émancipateur du « grand soir », il faut bien agir concrètement pour limiter les effets de l'aliénation du capital; mais à se concentrer sur cet objectif, ne risque-t-on pas d'oublier et de faire oublier que l'inégalité est constitutive des logiques dominantes, celles de l'accumulation des marchandises et du profit?

Entre 1936 et les années 1970, ce dilemme pouvait être géré de façon propulsive. Les possibilités ouvertes par les ressources de l'État-providence permettaient d'améliorer le sort du plus grand nombre, notamment au niveau communal. En attendant, on pouvait cultiver l'idée que les améliorations à la marge du moment finiraient par devenir la norme fondamentale du futur, quand triompherait la révolution socialiste voulue et portée par le mouvement majoritaire d'un peuple rassemblé.

L'optimisme combatif a pris des coups avec le « cauchemar des années 1980 »¹²². Les inégalités croissantes figent la diversité en différence: or, les spécificités peuvent s'additionner et même se fondre; les différences, elles, font courir le risque de la méfiance et de la séparation. Les catégories populaires – en premier lieu les ouvriers et les employés –, gardent leur épaisseur numérique, mais il n'y plus de groupe central qui serve de moteur à leur unification. Le mouvement ouvrier est toujours là, mais sa capacité d'entraînement est amoindrie. C'est donc la question de la possibilité ou de l'impossibilité d'inverser la

121 La formule, devenue classique, est empruntée à l'étude magistrale de Louis Chevalier, *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris, pendant la première moitié du ^{xix}e siècle*, Paris, Perrin, 1958.

122 La formule est empruntée à François Cusset, *La Décennie: le grand cauchemar des années 1980*, Paris, La Découverte, 2006.

tendance contemporaine à la fragmentation qui est au cœur des alternatives.

Les questions se posent dans un univers mental communiste dont les cohérences anciennes se sont délitées, en même temps que disparaissaient les bases matérielles et morales de leur dynamisme. La société n'est plus la même, l'espérance sociale d'hier s'est affaiblie au fil de l'échec des grands modèles du mouvement ouvrier et de l'émancipation postcoloniale. Quant à la politique, elle est en crise. La gestion communale a gagné en ampleur et en complexité, au cœur de sociétés de plus en plus diversifiées, interconnectées et dominées par les réseaux fluctuants de l'informationnel.

Il est vrai que le défi est gigantesque. Comment, dans des territoires mouvants, travaillés par les inégalités, redonner du sens commun à des populations qui ne savent plus regarder ensemble l'avenir ? Comment réunifier des groupes aujourd'hui dispersés, autour d'un projet de dignité et de responsabilité, comme il put s'en former naguère ? Comment répondre à tout cela dans un espace communal de moindre dynamisme démographique, qui souffre d'un manque d'attractivité globale, dont la sociologie se rapproche de la moyenne nationale et où la gauche tend à s'affaiblir et à se dissocier ?

Nouveaux temps, nouveaux enjeux

Le communisme municipal agit aujourd'hui dans une configuration moins favorable que dans le passé. Il n'y a plus d'exception francilienne et les « bastions » n'existent plus, si ce n'est dans la nostalgie. « Années Thorez, années Gabin » : l'association des deux figures exprimait bien cet âge d'or du communisme municipal déployé entre les années 1930 et les années 1950. Elle reliait l'affirmation numérique et la reconnaissance symbolique du groupe social ouvrier, l'expansion du phénomène banlieusard et l'hégémonie relative du communisme dans l'espace populaire des périphéries urbaines. De la banlieue rouge, par exemple, l'historienne Annie Fourcaut écrivait qu'elle était la conjonction d'une représentation municipale d'avant-garde, d'une classe organisée autour d'un projet et d'une communauté périphérique.

Sa formule à propos de Bobigny a été retenue : « un patriotisme de clocher à base de classe ».

Aucun de ces termes ne recouvre plus, aujourd'hui, l'espace de la banlieue. L'histoire du « 9-3 » est en ce sens un concentré du délitement du communisme municipal. Ce département constitué de toutes pièces en 1964 fut un territoire relativement homogène (la banlieue), avec une sociologie dominante (le monde ouvrier de la seconde révolution industrielle) et une vie politique marquée par l'hégémonie communiste¹²³. Depuis cinq décennies, la désindustrialisation et les mutations économiques et sociologiques ont déchiré le tissu initial de la banlieue rouge dans un contexte de crise de l'État-providence et de délitement des sociabilités populaires anciennes. La périphérie immédiate des métropoles, celle des « quartiers », est vouée à être un lieu de stabilité contrainte pour les plus démunis et un lieu de passage pour les autres. Au total, un lieu peu propice à une sociabilité démocratique ancrée dans la durée¹²⁴.

Entre les communes gentrifiées où vit toujours une population fragilisée (Montreuil, Saint-Ouen, Bagnolet), les villes de plus en plus appauvries (La Courneuve, Bobigny, Villetaneuse, Aubervilliers, Pierrefitte) et les villes bénéficiant d'un pôle de croissance (Tremblay-en-France, Saint-Denis), les écarts croissants rendent plus complexe la recherche de gestions territoriales redistributives cohérentes. Car les inégalités se sont creusées et s'entremêlent de plus en plus avec la montée des discriminations, d'origine, de culture, de genre ou de statut. Le tout exacerbe un mécontentement social partagé, mais fait naître en même temps des antagonismes nouveaux, perturbant les solidarités de classe patiemment tissées dans les phases précédentes du mouvement proprement ouvrier. À quoi il est possible d'ajouter les effets d'une métropolisation et d'intercommunalités en nombre crois-

123 Aux législatives de 1978, les neuf députés de Seine-Saint-Denis sont tous communistes.

124 On lira utilement le livre de Fabien Truong et Jérôme Truc, *Grands ensemble. Violence, solidarité et ressentiment dans les quartiers populaires*, Paris, La Découverte, 2025. Ce livre est le fruit d'une enquête de long souffle menée à Grigny, dans l'Essonne. Sur un tout autre territoire, lui de tradition socialiste, l'étude de Julien Talpin, *La Colère des quartiers populaires*, *op. cit.*

sant, qui obligent à penser de façon nouvelle les relations entre l'autonomie communale et les interdépendances croissantes au-delà du territoire municipal.

L'équilibre évoqué par Annie Fourcaut n'existe plus, en tout cas sous la forme que le ^{xx}^e siècle lui a donnée. Il y a toujours des militants communistes, individuellement ou collectivement, des municipalités à direction communiste, des bribes plus ou moins solides de culture communiste. Mais il n'y a plus de « communisme municipal » à proprement parler. Les municipalités qui restent dirigées par le PCF, dans des configurations d'alliances variables, cherchent des modèles alternatifs qui redonneraient à leur gestion une attractivité et une originalité depuis longtemps atténuée. Pour l'instant, elles n'y sont pas parvenues.

Un nouveau souffle pour la démocratie

Sans doute ont-elles été les victimes collatérales d'une pratique qui fut celle de l'État depuis les années 1970 et qui, comme le suggère le géographe Simon Ronai, relevait de l'idée « un problème, une solution »¹²⁵. La question urbaine est en effet un tout, comme une manifestation contemporaine de la question sociale. Elle ne relève pas de décisions techniques qui, dans le meilleur des cas, juxtaposent les politiques publiques particulières, développement industriel, lutte contre la pauvreté, aide aux familles, école et formation au travail, contrôle du marché immobilier, police et sécurité. Face à ce « tout », on ne peut certes pas ignorer une complexité qui devrait décourager les simplismes du « y'a qu'à ». Mais, quelle que soit la position occupée dans l'espace politique, sans vision globale de la société nécessaire et possible et sans récit attractif pour la promouvoir, toute gestion communale risque toujours de s'enliser, dans la logique technocratique, dans le clientélisme, ou dans les méandres des combinaisons et des disputes à la Clochemerle.

Tout cela suppose de faire de la politique municipale un moment parmi d'autres de l'action pour surmonter la crise de la représentation et, au-delà, l'incertitude démocratique qui se

125 Simon Ronai, « Crise des banlieues : les injonctions contradictoires », *op. cit.*

déploie partout dans le monde. Comment réinventer la citoyenneté, quand les modèles anciens vacillent, ceux de la cohérence technocratique, ceux de la logique marchande et ceux-là mêmes d'une démocratie « participative » qui n'est souvent rien d'autre que le masque d'un dessaisissement citoyen ? Comment faire en sorte que la représentation redevienne à l'image des populations représentées, ce qu'elle n'est plus ? On ne se risquera pas ici à donner les réponses que l'histoire ne peut pas donner. L'histoire, toutefois, a plutôt montré les désastres de l'incapacité à répondre de façon neuve aux questions qui s'éloignaient de celles du passé.

En France, le niveau local a mieux résisté que le reste de l'univers communiste. Sans doute cela est-il dû au fait que la gestion des communes inspire plus de confiance que celle des autres lieux d'exercice de la responsabilité politique. Sans doute aussi pourrait-on suggérer que le PCF a su consolider et transmettre une culture gestionnaire et militante solide, qui a maintenu avec la population un lien que les autres pratiques, partisans, syndicales ou associatives, ont plus de mal à entretenir. Mais s'il résiste mieux, le niveau local n'a pas échappé pour l'instant à la tendance générale au déclin. Il établissait en effet un rapport solide entre des enjeux locaux, une forte présence ouvrière et populaire, des représentations cohérentes de la société et de son avenir et un dispositif relativement stable des opinions et des forces politiques. Or, ce rapport ne s'est pas reconstitué.

En fait, la période pousse tous les acteurs publics à réfléchir à d'autres manières de faire société et donc d'autres façons d'articuler les territoires, les types de gestion et les lieux de délibération, de décision et d'évaluation collective. Démocratie participative, management local, communalisme, municipalisme, intercommunalité, codécision communale, logique fédérative... Les grandes options se formalisent peu à peu et cherchent plus ou moins à se raccorder à la pratique communale. Mais l'équilibre n'est pas trouvé, à un moment où les logiques proprement contrerévolutionnaires d'une extrême-droite mondialisée vantent les mérites de la clôture, du repli sur soi et de l'exclusion, celle des « parasites » venus d'ailleurs et de « l'assistanat ».

La force du communisme municipal, surtout à partir de 1935, a été de mettre en symbiose une expérience locale populaire, une pra-

tique des alliances et un grand récit centré sur l'exigence de l'émancipation intégrale. Retrouver une symbiose nouvelle est sans doute un enjeu cardinal. Il se pose à l'ensemble du champ politique ; il concerne plus particulièrement la gauche ; il est vital pour cette tradition politique plébéienne et révolutionnaire que le monde communiste a incarnée au ^{xx} siècle, largement mais non exclusivement.

La fatalité n'existe pas

Il n'y a pas de fatalité en histoire. Les grandes structures économico-sociales déterminent certes le destin des territoires, des groupes sociaux et des individus. Mais ils ne le déterminent « qu'en dernière instance », comme le disait Marx. Le constat ouvre ainsi la voie à des possibles multiples, entre lesquels la volonté collective fait des choix qui orientent le devenir des sociétés dans un sens ou dans un autre. La complexité sociale propose et la politique dispose...

L'espace de ce qui fut un communisme municipal, notamment cette banlieue qui était au cœur de son emprise, est bien souvent traité comme un problème, qu'il convient de gérer de façon séparée. Dans les dernières décennies, ce fut le pari, explicite ou sous-jacent, des « politiques de la ville ». Or, la banlieue est un territoire comme les autres. Comme tout territoire populaire, elle est un lieu d'opportunités tout autant que de contraintes, un terrain de recherche de solutions tout autant que de difficultés, un support d'inventivité tout autant que de désarroi, de fierté tout autant que de colère. Elle n'est plus une marge, mais un concentré de crise et de potentialité pour s'en extraire. Elle n'est ni le visage de l'apocalypse à venir, ni le lieu magique de la grande rédemption sociale. Bien plus qu'un « problème », elle est une réserve de novations, un creuset d'expérimentations, un territoire de peines et d'isolement, mais aussi de luttes, d'accomplissement, de joie et même de fête¹²⁶.

Espace populaire par excellence, la banlieue exige beaucoup des décideurs et responsables de tous types. Et parmi eux,

126 Claude Willard, Noëlle Gérôme, Danielle Tartakowsky, *La Banlieue en fête. De la marginalité urbaine à l'identité culturelle*, Paris, Presses universitaires de Vincennes, 1988.

beaucoup se sont sincèrement attachés à valoriser ce territoire longtemps méprisé. Mais ils l'ont fait trop souvent dans un cadre restreint, corseté par des normes sociales ou comptables jugées indépassables. Beaucoup, d'ailleurs, ont dû composer avec la force des choses, contraints de renoncer aux grandes ambitions proclamées en haut lieu, comme l'a éprouvé la dernière grande utopie urbaine, formalisée par l'aventure de Banlieues 89 et de son maître d'œuvre, l'architecte Roland Castro¹²⁷.

Quand bien même ils auraient eu davantage de moyens, rien ne dit que les promoteurs d'une nouvelle ère de la ville et de la banlieue seraient parvenus à leurs fins. Car, dépositaire de ressources immenses, le peuple de la banlieue et d'ailleurs ne réclame pas que d'autres décident pour lui, mais qu'il soit le cœur même de la décision collective. Il n'attend pas que des représentants agissent en son nom : il appelle plutôt à une représentation à l'image de sa diversité et il aspire à des institutions qui, le plus souvent possible et le plus directement possible, se fondent sur sa consultation préalable, sa décision et son évaluation. Au fond, mieux vaudrait partir de l'idée que ce peuple tel qu'il est n'attend pas qu'on l'émancipe, mais qu'on lui permette de s'émanciper par lui-même.

Une fois de plus, l'histoire ne dit rien de ce qui doit être. Elle dit seulement ce qui a été, ce qui a été voulu et ce qui a été refusé, ce qui a été fait et ce qui ne l'a pas été, les possibles espérés et les réalités advenues. Elle est en cela une réserve d'expériences, de valeurs et d'engagements qu'il vaut mieux connaître dans leur complexité, leurs bifurcations réussies ou manquées. Pour le reste, vaut toujours la même formule que nous ont léguée Romain Rolland et Antonio Gramsci : pessimisme de l'intelligence, optimisme de la volonté.

127 Entre 1983 et 1991, il est, avec l'urbaniste Michel Cantal-Dupart, l'animateur principal de l'association puis de la mission interministérielle « Banlieues 89 », portée par le gouvernement Mauroy et l'Élysée

Biographies

Les biographies ci-après sont extraites du « Maitron », *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier et du mouvement social*. Il s'agit pour l'essentiel des résumés introductifs proposés par les auteurs du Maitron. Les informations plus détaillées peuvent se trouver sur le site: <<https://maitron.fr/>>.

Arlès, Henri (1898-1995): ouvrier puis artisan souffleur de verre; militant communiste; maire de Bonneuil-sur-Marne (Seine, Val-de-Marne) de 1935 à 1939 et de 1944 à 1971.

Auray, Charles (1879-1938): comptable puis permanent du Grand-Orient; militant socialiste, communiste, socialiste-communiste, socialiste SFIO, puis néosocialiste; maire de Pantin (Seine) (1919-1938), conseiller général de la première circonscription de Pantin (1935-1938), député (1924-1927), sénateur de la Seine (1927-1938).

Barbet, Raymond (1902-1978): ouvrier ajusteur; militant communiste; maire de Nanterre (1935-1939, 1945-1973), conseiller général (1937-1940 et 1945-1967), député (1962-1978).

Bayeurte, Louis (1935-2002): photgraveur; maire communiste de Fontenay-sous-Bois (Seine, Val-de-Marne) de 1965 à 2001, conseiller général du Val-de-Marne de 1967 à 1998.

Berger, Gilbert (1900-1977): menuisier charpentier; militant communiste; maire de Tremblay-Lès-Gonesse (maintenant Tremblay-en-France, Seine-et-Oise, Seine-Saint-Denis), conseiller général de Seine-et-Oise, député (1946-1951).

Berthelot, Marcelin (1927-1997): ouvrier électricien; membre du secrétariat fédéral communiste de Seine-Saint-Denis; député (1968-1978 et 1988-1993); maire de Saint-Denis de 1971 à 1991.

Biarotte, Joseph (1896-1986) : ouvrier aux Forges de l'Adour ; militant communiste ; maire de Tarnos (Landes) ; déporté à Buchenwald.

Birsinger, Bernard (1954-2006) : dépanneur d'ascenseur, dirigeant du Mouvement des jeunes communistes ; membre du Comité national du PCF (1991-2006) ; conseiller municipal (1977) puis maire de Bobigny (1995-2006) ; député de 1997 à 2002 ; très actif dans les forums sociaux mondiaux de 2002 à 2006.

Bonnin, Jean (1895-1975) : cheminot au Paris-Orléans ; responsable du syndicat CGTU puis CGT réunifiée des cheminots de Saint-Pierre-des-Corps (Indre-et-Loire) de 1930 à 1940 ; maire communiste de Saint-Pierre-des-Corps (1945-1971).

Bordes, Louis (1911-1982) : modelleur-mécanicien ; résistant ; maire communiste de Stains (Seine, Seine-Saint-Denis), conseiller général de la Seine, puis de la Seine-Saint-Denis.

Braouezec, Patrick (1950) : instituteur ; maire de Saint-Denis (1991-2004) président de la communauté d'agglomération de Plaine Commune (2005-2020) ; député de la Seine-Saint-Denis (1993-2012) ; président du conseil de surveillance de la Société du Grand Paris (2018-2020).

Bussière, Gaston (1902-1942) : trempeur ; militant communiste ; maire de Sevran en 1939 ; résistant ; fusillé au Mont-Valérien.

Cachin, Marcel (1869-1958) : professeur privé de philosophie puis permanent socialiste et journaliste ; militant guesdiste puis socialiste unifié de la Gironde ; conseiller municipal de Bordeaux (1900-1904), de Paris (1912-1914) ; directeur de *l'Humanité* (1918-1958) ; député de la Seine (1914-1932), sénateur (1935-1940), député (1944-1958) ; membre de la commission administrative permanente du Parti socialiste : suppléant (1905), titulaire (1907-1909), (1912-1920) ; membre du comité directeur du Parti communiste (décembre 1920-1924), du comité central (1925-1958), du bureau politique (1923-1958) ; excellent orateur et journaliste de talent, il fut l'un des dirigeants les plus populaires du Parti communiste

français ; tête de liste aux élections municipales d'avril 1945 à Choisy-le-Roi (Seine, Val-de-Marne).

Cambier, Catulle (pseudonyme : Victor Cat) (1892-1979) : ingénieur chimiste ; secrétaire de la commission municipale du Parti communiste (vers 1924-vers 1928), membre du comité central (1925-1929) ; collaborateur de Paul Marion au ministère de l'Information de Vichy pendant l'Occupation.

Canacos, Henry (1928-2025) : agent technique ; syndicaliste et communiste ; maire de Sarcelles (Seine-et-Oise, Val-d'Oise) de 1965 à 1983, député du Val-d'Oise (1967-1968, 1973-1981).

Chaix, Marie (1886-1955) : ouvrière brodeuse ; militante communiste de Saint-Denis ; première femme à être élue conseillère municipale et maire adjoint en dépit de l'inéligibilité des femmes.

Charon, Henri (1900-1945), mort en déportation à Gusen ; ébéniste ; maire communiste de Vigneux-sur-Seine (Seine-et-Oise, Essonne).

Clamamus, Jean-Marie (1879-1973) : comptable ; maire de Bobigny (Seine, Seine-Saint-Denis) de 1919 à 1944 ; député communiste de la Seine (1924-1936) ; sénateur communiste de la Seine (1936-1944).

Coudert, Paul (1892-1985) : ouvrier sculpteur sur bois ; militant communiste ; maire de Bagnolet (1928-1940, 1944-1959) ; conseiller général de la Seine (1929-1935, 1936-1940, 1945-1957).

Cresson, Victor (1884-1944) : ouvrier ajusteur puis artisan blanchisseur ; maire communiste d'Issy-les-Moulineaux (Seine) de 1935 à 1940. Mort à Mauthausen.

Cristofol, Jean (1901-1957) : sous-brigadier des Douanes ; syndicaliste et militant communiste ; président du Comité régional de Libération pour la région du Sud-Est (1944) ; président du conseil municipal puis maire de Marseille (1946-1947), député des Bouches-du-Rhône (1936-1940, 1945-1957).

Desmazes, Albin (1894-1942) : cheminot ; communiste ; maire d'Achères (Seine-et-Oise, Yvelines). Mort à Auschwitz.

Dolly, Louis (1905-1993) : chef-monteur électricien ; militant communiste ; résistant ; maire adjoint (1935-1940), puis maire (1944-1977) de Villejuif (Seine, Val-de-Marne), nommé conseiller départemental de la Seine en décembre 1944, conseiller général (1953-1973).

Doriot, Jacques (1898-1945) : ouvrier métallurgiste ; décoré de la Croix de guerre en 1918 ; secrétaire de la Fédération des jeunesses communistes (1923-1924), membre du comité directeur puis du bureau politique du Parti communiste français (1924-1934) ; député (1924-1937) ; maire de Saint-Denis (1931-1937) ; exclu du PCF le 27 juin 1934 ; fondateur et président du Parti populaire français (1936-1945) ; membre du Conseil national de Vichy ; combattant de la Légion des volontaires français sur le front russe (1941-1944) ; décoré de la Croix de fer.

Dupic, Louis (1904-1974) : ajusteur-outilleur ; syndicaliste des Métaux et dirigeant du Parti communiste dans le Rhône ; conseiller de la République puis sénateur (1946-1959), maire de Vénissieux.

Dupouy, Victor (1901-1981) : ouvrier ajusteur ; maire communiste d'Argenteuil (Seine-et-Oise puis Val-d'Oise) de 1935 à 1977.

Duroméa, André (1917-2011), ajusteur, artisan serrurier ; militant communiste, membre du secrétariat de la fédération PCF de Seine-Inférieure (1956-1961) ; maire (1971-1994) et député du Havre (1967-1986, 1988-1993), sénateur (1986-1988).

Durot, Paul (1892-1966) : ouvrier textile, puis coiffeur ; militant socialiste, puis communiste ; maire de Seclin, conseiller général (1945-1949 et 1963-1966).

Dutard, Lucien (1912-2003) : instituteur ; militant communiste de Dordogne ; maire de Boulazac (Dordogne), conseiller général, député (1946-1951, 1973-1986).

Frérot, Charles (1898-1962) : comptable ; militant socialiste (1918) puis communiste (1920) ; maire de Gentilly (1944-1962).

Fréville, Roger (1908-1990) : militant communiste de la Seine [Seine-Saint-Denis] ; menuisier ; maire de Pierrefitte-sur-Seine (Seine, Seine-Saint-Denis) de 1945 à 1971.

Frossard, Oscar, Louis (1889-1946) : instituteur puis journaliste ; militant socialiste ; secrétaire de la SFIO de 1918 à 1920 ; premier secrétaire général du Parti communiste à sa naissance en 1920 ; démissionnaire du PCF en 1923 ; revenu au Parti socialiste SFIO en 1924, il en fut l'élu à la Chambre des députés puis il le quitta pour une carrière ministérielle que la guerre interrompit.

Garchery, Jean (1872-1957) : employé de commerce ; militant du Parti socialiste, du Parti communiste puis du POP et du PUP, et enfin à nouveau du Parti socialiste SFIO ; conseiller municipal du XII^e arrondissement de Paris, député (1924-1928, 1932-1942). Vote les pleins pouvoirs à Pétain.

Gillot, Auguste (1905-1998) : ouvrier forgeron en carrosserie ; militant communiste, membre du comité central du PCF ; maire de Saint-Denis (1944-1971) puis maire honoraire, conseiller général de la Seine (1945-1967). Représentant du PCF au CNR, membre de l'Assemblée nationale consultative à la Libération.

Gosnat, Venise (1887-1970) : forgeron aux Établissements militaires de Bourges puis concierge d'HBM à Ivry ; militant communiste ; secrétaire général du syndicat des Établissements militaires de Bourges ; maire adjoint d'Ivry de 1935 à 1965, maire de fait à la Libération pendant la présence de Georges Marrane dans les fonctions ministérielles ; résistant ; responsable aux cadres du Parti communiste.

Grandel, Jean (1891-1941) : syndicaliste CGTU et militant communiste ; maire de Gennevilliers (Seine, Hauts-de-Seine) de 1934 à 1939, conseiller général du canton d'Asnières (1934-1939). Fusillé à Chateaubriant.

Gueguin, Pierre (1896-1941) : instituteur puis professeur de mathématiques ; membre du Parti communiste depuis sa fondation et l'un de ses dirigeants en Bretagne ; maire de Concarneau (Finistère) et conseiller général. En septembre 1939, il manifeste son désaccord avec le pacte germano-soviétique. Fusillé à Châteaubriant.

Guingouin, Georges (1913-2005) : instituteur ; militant communiste, exclu du Parti communiste en novembre 1952 ; « Préfet du maquis » ; Compagnon de la Libération ; conseiller municipal (6 mai 1945-13 janvier 1953), puis maire (17 mai 1945-octobre 1947) de Limoges.

Kioulou, Georges (1916-2000) : photographe, artisan, ouvrier de l'industrie chimique ; militant des Jeunesses et du Parti communistes ; maire d'Échirolles (Isère), conseiller général, conseiller régional.

Lakota, Robert (1925-1984) : ajusteur ; syndicaliste CGT et militant communiste, secrétaire de la fédération PCF du Calvados (1950-1966) puis de l'Essonne (1966-1976), membre du comité central du PCF (1961-1979) ; conseiller municipal de Vigneux-sur-Seine (Essonne), conseiller général de l'Essonne (1976-1984), président du conseil général de l'Essonne (1976-1982).

Larue, Georges (1878-1967) : ouvrier mineur ; militant syndicaliste, socialiste, puis communiste ; maire de Waziers (1938-1939 ; 1945-1959), conseiller d'arrondissement.

Lauze, Jules (1874-1950) : typographe, employé puis marchand de ferrailles ; militant communiste puis socialiste-communiste enfin proche de Jacques Doriot ; conseiller général du canton de Saint-Denis (1925-1944) et maire de Villetaneuse (1919-1935 ; 1940-1944).

Lefort, Fernand (1977-1991) : métreur en bâtiment, journaliste ; membre du secrétariat de la fédération PCF de Seine-Ouest (1953-1956) ; maire de Saint-Ouen (1945-1979), conseiller général de la Seine (1945, 1953-1967) puis de Seine-Saint-Denis (1967-1973), sénateur (1968-1986).

Levol, Robert (1909-1989) : ouvrier métallurgiste, maire de communiste de Plessis-Robinson (Seine, Hauts-de-Seine) de 1945 à 1953, puis de 1956 à 1972, député de 1967 à 1968.

L'Huillier, Waldeck (1905-1986) : dessinateur puis ingénieur ; maire communiste de Gennevilliers (1945-1973), conseiller général (1945-1985), député (1946-1951 ; 1962-1978) et sénateur de la Seine (1952-1962).

Le Bigot, Georges (1899-1942) : employé de mairie ; secrétaire CGTU des employés et ouvriers des communes de la Seine, militant communiste ; conseiller général en 1935, maire de Villejuif (1937-1939). Déporté, mort à Auschwitz.

Lolive, Jean (1910-1968) : briquetier, cimentier ; militant communiste ; résistant-déporté ; sénateur de la Seine pendant six mois en 1958 ; député de la Seine puis de la Seine-Saint-Denis (1958-1968) ; conseiller général de la Seine (1953-1959) ; maire de Pantin (1959-1968).

Losserand, Raymond (1903-1942) : artisan fourreur ; conseiller municipal communiste du XIV^e arrondissement de Paris ; résistant OS puis commandant FTPF. Fusillé.

Lurçat, André (1894-1970) : architecte et urbaniste internationalement reconnu. Militant de l'Association des artistes et écrivains révolutionnaires, très critique à l'égard de Le Corbusier et du constructivisme.

Marrane, Georges (188-1976) : mécanicien-horloger ; membre du comité directeur puis du comité central de 1922 à 1932, membre du bureau politique du Parti communiste de 1922 à 1939 ; secrétaire adjoint du Parti communiste en 1934 ; président de la commission centrale de contrôle financier du comité central de 1945 à 1964 ; maire d'Ivry-sur-Seine (Seine, Val-de-Marne) de 1925 à 1965, conseiller général de 1925 à 1967, organisateur du Front national en zone sud, vice-président du comité parisien de Libération, conseiller de la République, ministre de la Population et de la Santé (1946), sénateur (1946-1956), député (1956-1958).

Morizet, André (1876-1942): docteur en droit, rédacteur au ministère de la Justice, journaliste; militant socialiste puis communiste puis socialiste-communiste puis socialiste SFIO; maire de Boulogne-Billancourt (Seine); sénateur de la Seine.

Niemeyer, Oscar (1907-2012): architecte brésilien; membre du Parti communiste brésilien; a vécu en France plusieurs années d'exil, où il a réalisé des édifices emblématiques pour le PCF ou les localités qu'il gérait, dont son siège de la place du Colonel Fabien à Paris

Pacquereaux, Marius (1885-1943): ouvrier tourneur; militant socialiste puis communiste; secrétaire de la Fédération de Seine-et-Oise; membre du Comité directeur puis membre du Bureau politique du PCF; maire d'Athis-Mons; exclu du PCF en 1930; membre du Parti d'unité prolétarienne; membre du Parti populaire français en 1936 puis du Front révolutionnaire national en 1939; exécuté par la résistance.

Pencalet, Joséphine (1886-1972): ouvrière sardinière; syndicaliste; conseillère municipale communiste de Douarnenez (1925).

Perdrigé, Daniel: (1905-1941): fusillé comme otage au Mont-Valérien; employé de banque et de bourse; militant communiste; conseiller municipal puis maire de Montfermeil (Seine-et-Oise) 1936, conseiller d'arrondissement du Raincy (Seine-et-Oise) 1937.

Péronnet, Louis (1885-1976): tailleur de pierre; militant communiste; maire de Bezons (1926-1961); président du conseil général de Seine-et-Oise (1945-1948).

Petit, Albert (1897-1963): employé au ministère des Finances; maire communiste de Bagneux, député de la Seine.

Petitot, Pierrette (1917-2014): ouvrière chocolatière, maire de Villetaneuse (1945-1977). Première femme élue maire en Île-de-France.

Piatniski, Ossip (1882-1938): d'origine juive; tailleur, électricien, puis fonctionnaire du Komintern et du PCR (b); trésor-

rier du Komintern de 1921 à 1935, secrétaire du Comité exécutif de l'Internationale communiste (CEIC) de 1922 à 1935, membre du CEIC de 1924 à 1935, membre du secrétariat politique du CEIC de 1926 à 1935, membre du Présidium du CEIC de 1928-1935. Exécuté en 1938.

Piginnier, Léon (1884-1944) : imprimeur lithographe ; maire communiste de Malakoff (1925-1939) ; conseiller général du canton Vanves-Malakoff ; député de la Seine (1936-1940). Exécuté à la Libération.

Prou, Henri (1889-1941) : employé de banque, maire Clayes-sous-Bois (Seine-et-Oise). Fusillé au Mont-Valérien.

Quatremaire, Henri (1899-1982) : peintre en bâtiment ; maire communiste de Noisy-le-Sec.

Renoult, Daniel (1880-1958) : correcteur d'imprimerie et journaliste ; un des fondateurs du Parti communiste français, membre de son comité directeur (1920-1922) ; maire adjoint de Montreuil-sous-Bois de 1935 à 1940 puis maire de 1945 à 1958 ; conseiller général de la Seine.

Rieubon, René (1918-2011) : ouvrier ajusteur ; résistant, syndicaliste, militant communiste, maire de Port-de-Bouc (1944-1990) ; député de la dixième circonscription des Bouches-du-Rhône (1962-1986).

Roche, Marie (1894-1972) : secrétaire d'administration ; militante communiste ; résistante ; mire de Lisses de 1945 à 1947 ; conseillère de la République puis sénatrice de Seine-et-Oise de 1946 à 1952.

Rosette, Marcel (1925-2005) : métallurgiste puis employé ; militant communiste, membre du comité central du Parti communiste ; maire de Vitry-sur-Seine (Seine, Val-de-Marne) de 1965 à 1977, sénateur (1977-1986). De 1977 à 1987, il préside l'Association nationale des élus communistes et républicains (ANECR).

Salagnac, Léon (1984-1964) : charpentier en bois ; militant communiste ; conseiller municipal de Malakoff (Seine), maire (1944-1964), conseiller général, député (1962-1964).

Sellier, Henri (1883-1943) : employé dans une banque puis rédacteur au ministère du Travail ; syndicaliste, coopérateur ; socialiste ; conseiller général de la Seine (1910-1941) ; fondateur de l'Office public des HBM de la Seine ; maire de Suresnes (1919-1941) ; sénateur (1935 à sa mort) ; ministre de la Santé publique (juin 1936-juin 1937) ; secrétaire général de l'Union amicale des maires de banlieue et de l'Union internationale des villes. Bien que partisan des « reconstructeurs » animés par Longuet, il accepte la décision de la majorité et devient la figure centrale des élus communistes de la Seine. Il est exclu en octobre 1922, à la demande des responsables de la Jeunesse communiste. Il retourne au Parti socialiste en août 1924

Sellier, Louis (1885-1978) : conseiller municipal du quartier de la Goutte-d'Or à Paris en juin 1914 ; membre du premier Comité directeur du Parti communiste et du conseil d'administration de l'Humanité, secrétaire général du PCF de janvier 1923 à août 1924, membre du CE de l'Internationale communiste de février 1922 à juillet 1924 au moins ; membre du BP du PCF du IIIe congrès (Lyon, 1924 à octobre 1928) ; fondateur et secrétaire général du Parti ouvrier paysan (POP) en décembre 1929, dirigeant du Parti d'unité prolétarienne (PUP), de 1930 à 1937. Député du XVIIIe arr. en 1932 et 1936. Il vote les pleins pouvoirs à Pétain et devient vice-président du conseil municipal de Paris pendant la Seconde Guerre mondiale.

Tesson, Marthe (1892-1971) : ouvrière métallurgiste, puis employée à l'*Humanité* ; conseillère municipale de Bobigny (Seine, Seine-Saint-Denis) en 1925, bien que les femmes soient inéligibles ; résistante.

Turpault, Alexandre (1889-1941) : fusillé comme otage avec Gabriel Péri au Mont-Valérien, commune de Suresnes (Seine, Hauts-de-Seine) ; cheminot ; militant communiste ; maire de Bois-d'Arcy (Seine-et-Oise, Yvelines).

Vaillant-Couturier (1892-1937) : avocat, écrivain, permanent communiste, journaliste ; adhéra à la SFIO en décembre 1916 ; membre fondateur de l'Association républicaine des anciens

combattants et du mouvement Clarté; militant du Comité de la III^e Internationale, membre du Comité directeur du PCF (1920-1924) puis du Comité central (1925-1937); député de la Seine (1919-1928; 1936-1937); maire de Villejuif (Seine, Val-de-Marne) de 1929 à 1937; rédacteur en chef du *Combattant* (1919), de *l'Internationale* (1923), de *l'Humanité* (1926-1929; 1935-1937); secrétaire général de l'Association des artistes et écrivains révolutionnaires AEAR (1932-1935); président de l'ARAC (1935-1937); président du Comité de Bilbao (1937).

Vallin, Camille (1918-2009): employé des PTT, militant communiste, résistant, membre du comité central du PCF (1956-1976), maire de Givors (1953-1993), conseiller général du Rhône (1945-1985), député (1956-1958) puis sénateur (1959-1968 et 1977-1986).

Table des matières

Avant-propos	5
Introduction	9
D'un archipel à l'autre	17
L'héritage du socialisme	18
L'archipel communal (1920-1935)	20
L'archipel s'épaissit	25
Le triomphe de la banlieue?	28
1965-1977 : une stabilisation à haut niveau	31
Le carburant de l'union de la gauche	33
Le déclin	34
Retour à l'archipel	37
Apogée et crise d'un modèle	39
Les trois implantations (années 1920-1940)	40
Les premiers pas de la gestion locale	43
Le « modèle » communiste	47
De la Libération à la crise	53
Au temps des « Trente Glorieuses »	54
Le communisme municipal s'organise	57
La crise d'un modèle	61
Les butoirs de la gestion sociale	65
L'impact des migrations	68
Des sociabilités locales bouleversées	69
Le grand retournement	71
Où en est le communisme municipal?	75
Une originalité sociologique moins visible	76
Un fait total	77
La fin d'un équilibre	79
Nouveaux temps, nouveaux enjeux	81
Un nouveau souffle pour la démocratie	83
La fatalité n'existe pas	85
Biographies	87

Dépôt légal : mars 2026

© Éditions de la Fondation Gabriel-Péri, 2026

Fondée sur une base de données inédite couvrant un siècle d'élections dans 2 800 communes ainsi que sur de nombreuses archives, cette synthèse de Roger Martelli propose une réflexion sur les dynamiques des municipalités communistes en France. L'auteur décrypte les mécanismes d'implantation, les pratiques de gestion et les interactions entre le PCF, les territoires et les populations, de l'archipel des années 1920 à la « banlieue rouge » des Trente Glorieuses, jusqu'aux fragmentations contemporaines.

Il montre comment les municipalités communistes sont devenues des laboratoires d'innovation sociale en développant des logements sociaux, des équipements culturels et sportifs, et des services publics accessibles ; comment elles ont incarné une gestion locale au service des milieux populaires, tout en restant ancrées dans les réalités territoriales et les luttes du xx^e siècle. Il explore les limites d'un modèle confronté à l'érosion de son socle électoral et aux nouvelles fractures territoriales liées à la désindustrialisation, à la crise des grands ensembles, aux mutations sociologiques ou encore à la montée des inégalités. Cette synthèse se révèle être une plongée dans un siècle d'histoire politique et sociale de la France.

Roger Martelli est historien, auteur notamment de *L'empreinte communiste : PCF et société française (1920-2010)* (Éditions sociales, 2010) et co-auteur avec Serge Wolikow et Jean Vigreux de *Le Parti rouge : Une histoire du PCF (1920-2020)* (Armand Colin, 2020).



Fondation
Gabriel
Péri

978-2-37526-084-5

